Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral de justice et police DFJP
Office fédéral de la police fedpol

RAPPORT 2008

Mai 2009

RAPPORT SUR LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE DE LA SUISSE

Publication de l'Office fédéral de la police

RAPPORT SUR LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE DE LA SUISSE

LES THÈMES

Vue d'ensemble
Terrorisme islamiste et extrémisme violent
Crime organisé
Extrémisme violent et terrorisme
Service de renseignements prohibé
Prolifération
Autres volets de la sécurité intérieure

RAPPORT 2008

SUMMARY

Domestic Security Report Switzerland 2008

RAPPORT 2008

OFFICE FÉDÉRAL DE LA POLICE
FEDPOL
CH-3003 Berne

Téléphone +41 (0)31 323 11 23
info@fedpol.admin.ch
www.fedpol.ch

RAPPORT SUR LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE
DE LA SUISSE 2008

RAPPORT 2008

RAPPORT SUR LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE DE LA SUISSE

Mai 2009

PUBLICATION DE L'OFFICE FÉDÉRAL DE LA POLICE,
DFJP

SOMMAIRE

Avant-propos 7

1. Vue d'ensemble 10–13

2. Terrorisme islamiste et extrémisme violent 16–21

3. Crime organisé

3.1 Crime organisé en fonction de l'origine des groupes 24

3.1.1 Groupes criminels de la CEI 24

3.1.2 Groupes criminels d'Europe du Sud-est 25

3.1.3 Groupes criminels d'Afrique de l'Ouest 27

3.1.4 Groupes criminels d'Italie 28

3.1.5 Crime organisé chinois 29

3.2 Secteurs principaux du crime organisé 31

3.2.1 Stupéfiants 31

3.2.2 Trafic de migrants 33

3.2.3 Traite d'êtres humains 35

3.2.4 Blanchiment d'argent 36

3.2.5 Corruption 37

4. Extrémisme violent politique et terrorisme

4.1 Extrémisme de droite 40

4.2 Extrémisme de gauche 43

4.3 Groupes d'Europe du Sud-est 46

4.4 Groupes kurdes et turcs 48

4.5 Extrémisme violent tamoul 50

4.6 Financement du terrorisme et de l'extrémisme 52

5. Service de renseignements prohibé 56–58

6. Prolifération 60–62

7. Autres volets de la sécurité intérieure

7.1 Cybercriminalité, sécurité de l'information et pornographie enfantine 64

7.2 Hooliganisme 66

Summary

Domestic Security Report Switzerland 2008 69

Impressum 75

Remarque

Le Rapport sur la sécurité intérieure de la Suisse 2008 est un produit de l'Office fédéral de la police (fedpol) et du Service d'analyse et de prévention (SAP).
Il décrit et analyse en détail, sous l'angle policier et du renseignement, la situation de la menace en 2008 telle qu'elle est présentée dans le Rapport du Conseil fédéral concernant l'appréciation de la menace et les activités des organes de sûreté de la Confédération (publié dans le Rapport de gestion du Conseil fédéral 2008).

AVANT-PROPOS

Jean-Luc Vez
Directeur de l'Office fédéral de la police (fedpol)

Le 21 mai 2008, le Conseil fédéral a décidé de transférer au Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) les parties du Service d'analyse et de prévention (SAP) assumant des tâches de renseignement. Ce transfert, qui a abouti le 1er janvier 2009, a également des répercussions sur le Rapport sur la sécurité intérieure de la Suisse: la présente édition de ce rapport est la dernière à paraître sous la responsabilité de fedpol. Désormais, le principal rapport de fedpol sera le Rapport d'activité REBERI.

Dans le tableau de la situation pour l'année 2008 dressé dans le présent rapport, il convient de relever deux éléments: premièrement, la menace qui émane de l'extrémisme violent politique et qui prend ses sources à l'étranger est devenue particulièrement visible en Suisse. Ainsi le Conseil fédéral s'est par exemple vu obligé de prendre des mesures pour limiter les activités du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en Suisse. Deuxièmement, on constate à nouveau que la Suisse est concernée par des activités djihadistes, que des actions de propagande sont toujours menées dans notre pays et que des groupes résidant à l'étranger reçoivent un soutien financier et logistique depuis la Suisse.

Ces constats montrent une fois de plus que la Suisse n'est pas une île et qu'elle fait bel et bien partie de la zone menacée en Europe occidentale. Fort heureusement, depuis le 12 décembre 2008, elle fait aussi partie de l'espace Schengen avec son solide réseau de lutte contre les criminels. Les premières expériences faites avec Schengen, notamment avec le système de recherches SIS, ont donné des résultats très encourageants. Le REBERI 2008 vous en donnera une vue d'ensemble.

Je tiens à remercier ici celles et ceux qui, durant ces dernières années, ont contribué au Rapport sur la sécurité intérieure de la Suisse, ainsi que toutes les personnes au service des communes, des cantons et de la Confédération qui se sont engagées au quotidien pour garantir la sécurité intérieure de la Suisse.

1. Vue d'ensemble

Terrorisme islamiste et extrémisme violent

En 2008 également, le djihadisme a constitué un courant terroriste dynamique. Il demeure une menace pour les Etats d'Europe occidentale et leurs sociétés. Si l'Irak a été jusqu'en 2007 son principal terrain de combat, un déplacement s'est dessiné durant l'année sous revue vers la zone frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan. Dans le Maghreb, l'organisation Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), créée au début de l'année 2007, a consolidé ses activités djihadistes. Dans des vidéos et des textes de propagande diffusés sur Internet, l'AQMI a menacé à plusieurs reprises les Etats européens, notamment la France et l'Espagne. La Corne de l'Afrique est devenue le nouveau terrain d'action du djihadisme et plusieurs attentats-suicides ont été perpétrés en Somalie. Bien que l'Inde ait déjà été touchée par le terrorisme durant les années précédentes, celui-ci a atteint un nouveau degré d'intensité, surtout depuis les actes terroristes de Bombay.

Le djihadisme est resté en 2008 un courant terroriste dynamique.

Les liens que les salafistes actifs en Suisse entretiennent à l'échelle internationale, par exemple dans l'entourage de la cellule démantelée en Allemagne dans la Sarre ainsi que dans d'autres pays européens, soulignent le potentiel de ces réseaux; ce potentiel ne porte pas seulement sur la logistique et la propagande, mais probablement aussi sur des objectifs d'ordre opérationnel. Aucun fait concret n'indique toutefois que des attentats seraient en préparation en Suisse.

Les liens que les salafistes actifs en Suisse entretiennent à l'échelle internationale soulignent le potentiel de leurs réseaux.

Le statut de réfugié a été retiré au Tunisien condamné en 2008 entre autres pour soutien à une organisation criminelle terroriste et une interdiction d'entrée a été prononcée à son encontre. Il se soustrait à sa peine et a combattu durant l'année sous revue dans la zone frontière située entre l'Afghanistan et le Pakistan. Début novembre, il a diffusé sur Internet un message contenant des menaces dirigées contre la Suisse. Ce message n'a toutefois rencontré qu'un faible écho dans les médias notamment d'obédience djihadiste, lesquels sont une source importante de motivation pour les auteurs d'actes de violence islamistes.

Crime organisé

L'année 2008 n'a apporté aucun élément indiquant une diminution de l'influence des groupes criminels au sein de la Communauté des Etats indépendants (CEI). On peut supposer que les responsables de haut rang d'organisations criminelles de cette région poursuivront leurs tentatives d'utiliser la place financière suisse à des fins de blanchiment d'argent, avec la complicité d'un réseau d'avocats, d'agents fiduciaires et d'hommes de paille. Durant l'année sous revue, divers indices ont montré que des entreprises enregistrées en Suisse étaient impliquées dans le trafic de stupéfiants et dans la fraude à la TVA organisés par des criminels originaires de la CEI. En outre, la Suisse est devenue au cours des dernières années l'une des principales places mondiales de négoce des matières premières. Près d'un tiers des transactions internationales de pétrole brut se négocie à Genève, dont trois quarts des exportations russes et la majorité des exportations kazakhes. Selon certains indices, les entreprises de la CEI actives dans le domaine des matières premières coopèrent étroitement avec les services de renseignements et des organisations criminelles exercent une influence considérable sur ce marché.

Tentatives d'utiliser la place financière suisse à des fins de blanchiment d'argent.

La Russie et d'autres membres de la CEI sont touchés plus durement par la crise financière mondiale que d'autres pays industrialisés. Les prix des matières premières se sont effondrés, les investisseurs étrangers se sont retirés et le rouble s'est écroulé. Ces événements vont d'une part affaiblir la capacité financière des investisseurs criminels. Mais d'autre part, ils vont vraisemblablement inciter les détenteurs de capitaux illégaux à placer cet argent à l'étranger.

Les activités des groupes criminels d'Europe du Sud-est sont toujours aussi importantes. Leur nombre est resté constant en 2008. En Suisse, ces activités illégales concernent principalement le trafic de stupéfiants, mais se sont également étendues à la traite d'êtres humains aux fins de prostitution, au trafic de migrants, d'armes et de cigarettes ainsi qu'au blanchiment d'argent. Les structures de ces groupes criminels n'ont pas changé. Il s'agit le plus souvent de réseaux flexibles, opportunistes et actifs au niveau international.

Les activités des groupes criminels d'Europe du Sud-est sont toujours aussi importantes.

Extrémisme de droite

Le nombre d'incidents liés à l'extrême droite a diminué de près de 30 % entre 2007 et 2008, passant de 109 à 76 cas. Les concerts de groupes d'extrême droite ont en revanche été plus nombreux; il y en a eu dix en 2007 et quinze en 2008. Le recul global observé s'explique principalement par la proportion d'incidents violents: alors que leur nombre était compris durant ces cinq dernières années entre 50 et 64 par an, seuls 24 incidents violents ont été commis en 2008. Cette diminution résulterait notamment des mesures efficaces de prévention et de répression. Le potentiel de violence des milieux d'extrême droite est quant à lui toujours présent.

D'une manière générale, les milieux d'extrême droite ont peu évolué ces dernières années. Les extrémistes de droite ont toutefois pris confiance en eux, craignent moins le public et tentent parfois de s'établir au niveau politique. Ils défendent de plus en plus leurs idées de manière publique, adressent des demandes d'autorisation de manifester aux autorités et invoquent le respect des droits fondamentaux.

Les extrémistes de droite ont pris confiance en eux.

Les conflits entre l'extrême droite et l'extrême gauche persistent. On constate une augmentation de l'agressivité de la part de l'extrême gauche. Des extrémistes de droite ont également participé aux festivités de la journée du travail, qui est traditionnellement très importante pour les milieux d'extrême gauche. L'engagement politique des extrémistes de droite ne s'est pas limité à la thématique des étrangers. Ils ont également abordé des thèmes comme les abus commis sur les enfants, la mondialisation ou le 1er Mai en tant que journée de lutte pour les mouvements des travailleurs. Les actes de violence ont été davantage imputables à des jeunes skinheads, notamment à ceux qui sont proches du groupe Blood & Honour (B&H). Les extrémistes de droite ont également été actifs sur le plan commercial en vendant du matériel relevant de l'extrême droite et en organisant des concerts. Des publications ont à nouveau enfreint la norme pénale contre la discrimination raciale. La planification d'activités est devenue plus secrète, tandis que les milieux d'extrême droite ont fait preuve d'une plus grande agressivité à l'égard des forces de sécurité. On a pu observer dans toute l'Europe une intensification de la coopération entre les extrémistes de droite. Les échanges constatés sont plutôt d'ordre personnel.

Intensification de la coopération entre les extrémistes de droite dans toute l'Europe.

Extrémisme de gauche

Le nombre d'incidents liés à l'extrême gauche est resté à un niveau élevé, même s'il a passé de 221 cas en 2007 à 214 en 2008, ce qui correspond à une baisse de 3%. Durant l'année sous revue, environ 51% de tous les incidents étaient accompagnés d'actes de violence contre des objets ou des personnes, alors que l'année précédente ce chiffre se montait à 57%. Cette diminution s'expliquerait par le déploiement important de forces de l'ordre lors de l'Uefa Euro 2008. Bien que les actions de solidarité menées en faveur d'extrémistes de gauche emprisonnés aient pris une importance particulière notamment dans le cadre des activités du Secours rouge international (SRI), de nombreux autres sujets ont continué de donner lieu à des revendications par les milieux d'extrême gauche. Parmi ces autres sujets a figuré la lutte contre le fascisme (antifa), qui a occupé le premier plan en 2008 également. Dans ce domaine, outre les actions violentes, les moyens techniques modernes jouent un rôle toujours plus grand. Le piratage de sites et de forums Internet de droite a par exemple pris une importance croissante. Les autres thèmes ayant gagné en importance durant l'année sous revue sont l'énergie nucléaire et la crise financière, qui possèdent tous deux un fort potentiel de recrutement et de mobilisation. A cela s'est ajoutée la réaction des milieux d'extrême gauche aux troubles qui ont éclaté en Grèce en décembre 2008.

Le potentiel de violence des milieux d'extrême gauche est resté élevé durant l'année sous revue. En 2008 également, Zurich a été le centre névralgique des principaux incidents liés à l'extrême gauche. Davantage d'attentats visant des postes de police ont été commis. En outre, une augmentation des jets de peinture et des incendies criminels a été constatée dans l'agglomération zurichoise. Tandis que le Forum économique mondial (WEF) de Davos s'est déroulé dans le calme, le 1er Mai s'est à nouveau accompagné de graves débordements non seulement à Zurich, mais aussi à Lausanne, où un milieu autonome violent se forme depuis 2007 à l'instar de ce que l'on ne connaissait auparavant qu'à Genève pour la Suisse romande.

Le potentiel de violence des milieux d'extrême gauche est resté élevé.

Zurich a une importance particulière en tant que centrale de la Reconstruction révolutionnaire suisse (Revolutionärer Aufbau Schweiz, RAS), qui est la responsable présumée non seulement de divers attentats mais qui organise aussi régulièrement des actions de soutien à des extrémistes de gauche emprisonnés. Une opération policière menée contre des extrémistes de gauche en Belgique revêt une importance particulière car elle a considérablement affaibli le secrétariat central du SRI établi dans ce pays. Le SRI est une plateforme de mise en réseau, de communication et d'action d'orientation marxiste-léniniste agissant dans toute l'Europe, qui entretient des liens avec les milieux terroristes d'extrême gauche. Cette opération a eu pour conséquence de renforcer l'influence du deuxième secrétariat central, qui est géré à Zurich par la section locale de la RAS, à savoir la Reconstruction révolutionnaire de Zurich (Revolutionärer Aufbau Zürich, RAZ). La RAZ, en tant qu'organisation moteur du SRI, a par là encore accru son influence sur l'extrême gauche en Europe.

Importance particulière de la RAS au sein du SRI.

Extrémisme violent sud-européen, kurde et tamoul

Durant l'année sous revue, le comportement des membres des groupes extrémistes violents étrangers agissant pour des motifs politiques est resté étroitement lié à l'évolution de la situation politique du pays d'origine. La déclaration d'indépendance du Kosovo n'a pas entraîné de confrontations en Suisse, contrairement au conflit armé se déroulant en Turquie et en Irak et celui qui a lieu au Sri Lanka.

La série de manifestations et d'attentats organisée par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et par ses organisations apparentées s'est poursuivie en Suisse et en Europe durant l'année sous revue, en particulier de la mi-octobre à la mi-novembre. Le PKK a agi, notamment dans le cas des incendies commis en automne, en réaction aux mauvais traitements supposés être infligés à Öcalan, le chef du PKK emprisonné, et au nouveau renforcement des opérations de l'armée turque contre le PKK dans le nord de l'Irak. Les attentats perpétrés en Suisse visaient principalement des intérêts turcs. Afin d'éviter une escalade de violence en Suisse, le Conseil fédéral a décidé en novembre d'appliquer des mesures visant à limiter les activités du PKK et de ses organisations apparentées en Suisse, notamment les collectes de fonds. Outre la propagande et les collectes de fonds effectuées par le PKK, on a constaté que c'étaient surtout des jeunes qui étaient recrutés et formés pour se battre en Turquie, comme dans les années 90.

Série de manifestations et d'attentats organisée par le PKK.

La situation des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) au Sri Lanka a exposé la communauté tamoule de Suisse à la pression croissante de l'antenne des LTTE. Le nombre croissant d'actions de propagande des LTTE indique qu'un contrôle plus étroit est exercé sur les Tamouls sri-lankais vivant en Suisse, car elles visent également à les discipliner et à les surveiller. Ces actions s'accompagnent en outre de demandes directes visant à faire parvenir de l'argent aux LTTE. En 2008, une augmentation des incidents violents a été constatée au sein de la diaspora tamoule par rapport à l'année précédente. Par exemple, une manifestation des LTTE qui a eu lieu à Bâle en juillet a dégénéré en bagarre collective parmi les participants tamouls. Une manifestation anti-LTTE qui a rassemblé à Berne fin septembre quelque 500 participants tamouls provenant pour certains de l'étranger s'est déroulée dans le calme.

Pression croissante de l'antenne des LTTE sur la communauté tamoule de Suisse.

Service de renseignements prohibé

L'espionnage continue à être pratiqué sous toutes ses formes en Suisse. L'intérêt des services de renseignements étrangers pour la Suisse en tant que site d'implantation privilégié pour les entreprises et les instituts scientifiques spécialisés dans les technologies de pointe n'a pas diminué. Par ailleurs, les services de renseignements étrangers s'intéressent également à la Suisse du fait qu'elle accueille de nombreuses organisations internationales, qu'elle est une place financière importante et qu'elle joue un rôle central dans le commerce de matières premières. Enfin, les opposants à des régimes étrangers qui se sont établis en Suisse constituent une cible pour les services de renseignements de leur pays. Ce cas de figure concerne surtout les pays dans lesquels la liberté d'expression et la liberté de la presse sont restreintes et qui disposent des

L'espionnage continue à être pratiqué sous toutes ses formes en Suisse.

ressources nécessaires pour poursuivre leurs opposants dans le monde entier.

Cybercriminalité

Les réseaux de zombies (un ensemble d'ordinateurs privés infectés par un maliciel et dirigé à distance par des tiers) représentent toujours un grand danger et sont à la base de pratiquement toutes les activités criminelles perpétrées sur Internet, souvent à l'insu des propriétaires des ordinateurs en question. Il s'agit ici principalement de la collecte de données utilisables, de l'envoi de spams, des attaques en dénis de service et de la dissimulation d'identité. Ces systèmes ont connu une évolution technique importante, ce qui les rend aujourd'hui plus difficiles à identifier et à neutraliser.

L'un des sujets principaux pour l'année sous revue était la criminalité économique dans le domaine de l'e-banking. Les auteurs de ces infractions envoyaient d'abord des maliciels par e-mail, avant de changer de technique et d'infecter les ordinateurs par «drive-by download». L'espionnage industriel, le cyberdjihadisme et la diffusion de matériel pornographique impliquant des enfants ont également fait partie des thèmes actuels.

Criminalité économique, espionnage industriel, cyberdjihadisme et diffusion de matériel pornographique impliquant des enfants.

Prolifération

Si les différents acteurs ont campé sur leurs positions dans le contexte iranien, la situation de la Corée du Nord s'est améliorée, même si cette dernière reste un Etat actif dans le domaine de la prolifération. La procédure pénale ouverte en automne 2004 contre l'antenne suisse du réseau illégal de transfert de technologie nucléaire d'Abdul Qadeer Khan s'est poursuivie en 2008.

Pendant l'année sous revue, fedpol (Police judiciaire fédérale, PJF) a par ailleurs enquêté sur l'exportation illégale de munitions et d'armes vers l'Asie centrale et le Proche-Orient.

Hooliganisme

Tous les matches du Championnat d'Europe de football 2008 se sont déroulés en Suisse sans incidents majeurs. On a cependant constaté – surtout après la fin de l'Uefa Euro 2008 – que les supporters sont de manière générale devenus plus prompts à recourir à la violence. Ce phénomène touche les milieux du hooliganisme, mais aussi la frange violente des groupes d'ultras. Selon des estimations récentes de fedpol (SAP), il y aurait en Suisse quelque 1500 personnes présentant un risque de violence, dont 250 hooligans chez qui ce risque est jugé élevé. Lors des débordements, on observe aussi régulièrement la présence d'un grand nombre de curieux et des actions de solidarité de la part de supporters habituellement non violents avec des supporters enclins à la violence, par exemple face à la police. Cependant, les nouvelles mesures préventives, alliées au système d'information HOOGAN, se basent sur une approche individuelle de la prévention qui commence à faire ses preuves. A la fin de l'année sous revue, le système HOOGAN comptait des données relatives à plus de 500 personnes. L'application systématique des mesures aura un effet calmant sur les milieux du hooliganisme. L'utilisation d'engins pyrotechniques dans les stades et alentours restera un problème. ■

Déroulement de l'Uefa Euro 2008 en Suisse sans incidents majeurs.

2. Terrorisme islamiste et extrémisme violent

LA SITUATION

Principaux incidents survenus au niveau international en 2008

- **Le 3 mars, un attentat-suicide à l'aide d'un camion** chargé d'explosifs a été perpétré contre une base militaire dans l'est de l'Afghanistan, tuant deux soldats afghans et deux soldats de l'OTAN. Le terroriste d'origine turque, agissant au nom de l'Union du Djihad islamique (UDI), a vécu en Allemagne jusqu'en 2007.
- Les 13 mai, 26 juillet et 13 septembre, plusieurs attentats à l'explosif visant des lieux publics dans les métropoles du nord de l'Inde, Jaipur et Ahmadabad, ainsi qu'à New Dehli ont fait plus de 100 morts et plusieurs centaines de blessés. Entre le 26 et le 29 novembre, la ville de Bombay a été le théâtre d'actes terroristes. Au soir du premier jour, un groupe de jeunes hommes munis d'armes à feu et d'engins explosifs a attaqué entre autres deux hôtels de luxe, une gare, un restaurant, un centre juif et un hôpital dans le centre de la capitale économique indienne. Les assaillants ont tué au hasard des dizaines de personnes et en ont pris de nombreuses autres en otage; une Suissesse, qui se trouvait à ce moment-là dans l'un des hôtels, a survécu à l'attentat et a pu être évacuée. Les forces de sécurité indiennes ont mis trois jours pour venir à bout des terroristes, prendre le contrôle de toutes les cibles et libérer les otages. Plus de 170 personnes, dont tous les attaquants à une exception près, ont perdu la vie dans les tirs et les explosions.

Attentats en Inde.

- **Le 2 juin, un kamikaze a fait exploser une voiture** piégée devant l'ambassade du Danemark à Islamabad, faisant six morts et plusieurs blessés. Le 20 septembre, toujours à Islamabad, un autre kamikaze a lancé un camion rempli d'explosifs contre un hôtel de luxe occidental, faisant plus de 50 morts et près de 260 blessés.
- Le 4 juin, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) a commis un double attentat à la bombe dans la banlieue d'Alger. En août, une série d'attentats de l'AQMI a fait plus de 100 morts. L'un de ces attentats visait des intérêts occidentaux: le 20 août, des djihadistes s'en sont pris en Kabylie au bus d'une entreprise de construction canadienne et ont tué douze personnes. L'attentat le plus meurtrier a eu lieu le 19 août et était dirigé contre une école de gendarmerie à l'est d'Alger. Il a fait une quarantaine de morts, tous candidats à un concours d'entrée qui attendaient devant le bâtiment.

Al-Qaïda en Afrique du Nord.

- Le 17 septembre, un groupe de kamikazes a tenté d'attaquer l'ambassade des Etats-Unis à Sanaa à l'aide de deux véhicules chargés d'explosifs. Au cours de cette attaque et de l'échange de tirs avec les forces de l'ordre, 19 personnes dont six terroristes ont perdu la vie et trois autres au moins ont été blessées.

Persistance des actes terroristes de l'AQMI

Durant l'année sous revue, l'organisation terroriste nord-africaine AQMI a raffermi ses liens, sous l'égide d'Al-Qaïda, avec le djihadisme international aux niveaux opérationnel et propagandiste. Elle a perpétré plusieurs attentats à la voiture piégée visant les forces de sécurité; ces attentats ressemblaient à ceux commis par Al-Qaïda en Irak et en Afghanistan.

Bien que l'AQMI demeure essentiellement active en Algérie, cette organisation a également fait parler d'elle à l'étranger. Ainsi, en septembre, après avoir attaqué une patrouille de l'armée mauritanienne, des combattants de l'AQMI ont enlevé et abattu douze soldats. Auparavant, le 22 février, des djihadistes actifs dans le Sahel avaient déjà enlevé deux touristes autrichiens dans la région frontalière entre la Tunisie et l'Algérie et les avaient déplacés vers leurs zones de repli dans le nord du Mali. L'AQMI a revendiqué cette action dans plusieurs communiqués et a émis diverses exigences assez confuses en contrepartie de la libération des otages. Fin octobre, les deux otages ont été libérés après des mois de négociations.

Enlèvement de deux touristes autrichiens dans la région frontalière entre la Tunisie et l'Algérie.

Liens avec l'entourage du noyau dur d'Al-Qaïda

En 2008, il est à nouveau apparu que des liens opérationnels et logistiques existent entre les réseaux djihadistes d'Europe occidentale et le réseau du noyau dur d'Al-Qaïda dans la zone frontière séparant l'Afghanistan du Pakistan. L'UDI rassemble des ressortissants des pays d'Asie centrale, des Arabes, des Turcs ainsi que des Occidentaux convertis à l'islam. En Europe de l'Ouest, notamment en Allemagne, plusieurs

personnes soupçonnées d'entretenir des liens logistiques ou opérationnels avec l'UDI ou avec l'entourage du noyau dur d'Al-Qaïda ont été arrêtées. Pour l'heure, il n'existe pas en Suisse de réseaux entretenant des contacts directs avec le noyau dur d'Al-Qaïda.

Il n'existe pas en Suisse de réseaux entretenant des contacts directs avec le noyau dur d'Al-Qaïda.

Lutte contre le terrorisme au niveau mondial

En 2008, des membres de haut rang du noyau dur d'Al-Qaïda ont été tués dans le cadre d'opérations antiterroristes menées dans la zone frontière séparant l'Afghanistan et le Pakistan, notamment dans la province pakistanaise du Waziristan. A Damas, un dirigeant du bras armé du Hezbollah, Imad Mughniyeh, a également été tué; il était tenu responsable de plusieurs actes terroristes au Liban et hors du Liban.

A Guantanamo, base militaire américaine sur l'île de Cuba, les premières procédures judiciaires ont été ouvertes contre des membres présumés du noyau dur d'Al-Qaïda, soupçonnés d'avoir participé entre autres aux attentats terroristes du 11 septembre 2001 aux Etats-Unis.

Poursuite pénale en Europe occidentale

En 2008, tout comme durant l'année précédente, des dizaines de personnes soupçonnées de mener des activités djihadistes ont été arrêtées, accusées ou condamnées dans divers pays d'Europe occidentale, surtout en Grande-Bretagne, en France, en Italie, en Espagne et en Allemagne. Dans la plupart des cas, ces activités consistaient à soutenir, sur les plans logistiques et financiers ainsi que dans leurs tâches de propagande, les djihadistes actifs en Irak et au Maghreb, mais aussi et de plus en plus dans la zone frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan.

En Europe occidentale, des dizaines de personnes soupçonnées de mener des activités djihadistes ont été arrêtées, accusées ou condamnées.

- A Barcelone, un groupe de personnes dont des ressortissants pakistanais ont été arrêtées; elles étaient soupçonnées de liens sur le plan opérationnel avec des djihadistes actifs dans la zone frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan et de planification d'attentats à l'explosif visant les transports urbains.

Djihadiste condamné en Suisse. Cette image est tirée du «Message adressé au peuple de la Suisse» et en montre l'auteur.

PHOTO DE SOURCE POLICIÈRE

- En Espagne, le Marocain extradé par la Suisse le 22 avril 2005 a été condamné à une peine de prison ferme de quatorze ans. Avant son arrivée en Suisse en avril 2003, il avait mis sur pied un groupe terroriste dans un établissement pénitencier espagnol et l'avait instruit en vue d'un attentat terroriste en Espagne. Il a été néanmoins impossible de prouver que le groupe avait établi des plans concrets d'attentats.

Le Marocain extradé par la Suisse en 2005 a été condamné en Espagne.

- En Grande-Bretagne, cinq personnes ont été condamnées à des peines de prison ferme de sept à dix-sept ans pour avoir retenu des informations sur les tentatives d'attentats-suicides du 21 juillet 2005 dans les transports urbains londoniens ou pour soutien aux auteurs des projet d'attentats. Egalement en Grande-Bretagne, trois membres d'un groupe de huit ont été reconnus coupables d'intention de meurtre. Durant l'été 2006, ils avaient préparé des attentats-suicides sur des vols transatlantiques.
- En Autriche, deux personnes ont été condamnées à des peines de prison ferme de quatre ans et de 22 mois pour avoir participé à des activités de propagande terroriste sur Internet.
- En Allemagne, trois personnes ont été condamnées à des peines de prison ferme de sept à dix ans pour appartenance et soutien aux groupes terroristes irakiens Ansar al-Islam et Ansar as-Sunna, ainsi que pour planification en 2004 d'un attentat visant le premier ministre irakien de

Condamnation à vie du «terroriste à la valise piégée».

l'époque. Par ailleurs, en Allemagne, le «terroriste à la valise piégée» a été condamné à la prison à vie; avec ses complices, déjà condamnés au Liban, il était à l'origine de tentatives d'attentats à la bombe visant deux trains régionaux en 2006.

Poursuite pénale en Suisse

En Suisse, plusieurs extrémistes islamistes violents ont fait l'objet d'une procédure pénale. En mai, un Algérien et un Marocain ont été condamnés par un tribunal genevois à des peines pécuniaires avec sursis; ils avaient utilisé en 2005 le système informatique de l'Université de Genève pour diffuser sur Internet du matériel de propagande islamiste. Par ailleurs, dans son arrêt du 2 mai, le Tribunal fédéral a confirmé la condamnation d'un Tunisien et d'une Belge d'origine marocaine prononcée par le Tribunal pénal fédéral en 2007. Ceux-ci avaient recouru contre le jugement de première instance selon lequel ils avaient soutenu Al-Qaïda par le biais de forums djihadistes, à partir de leur domicile situé à l'époque dans le canton de Fribourg. Le 11 décembre 2008, la ressortissante belge a de nouveau été mise en examen à Bruxelles pour avoir apporté son soutien à des déplacements de djihadistes entre la Belgique et l'Afghanistan.

Propagande djihadiste sur Internet; soutien à Al-Qaïda.

Message de menace contre la Suisse

Le Tunisien mentionné ci-dessus, condamné en mai 2008 notamment à une peine privative de liberté de six mois sans sursis pour soutien à une organisation criminelle terroriste, se soustrait à cette peine en séjournant à l'étranger. Le statut de réfugié lui a été retiré durant l'année sous revue et une interdiction d'entrée a été prononcée à son encontre.

Début novembre, un texte de trois pages daté du 8 octobre dont ce ressortissant tunisien est l'auteur et intitulé «Lettre au peuple de la Suisse» a été publié sur plusieurs sites Internet djihadistes en arabe (original) ainsi qu'en français et en italien.

Ce texte enjoint la population suisse, son gouvernement et les autorités de sécurité à se soumettre à l'islam. L'auteur y menace de punition les autorités de sécurité suisses qui l'auraient maltraité, ainsi que sa compagne, au cours d'une procédure pénale. Il accuse le gouvernement suisse de participer à la prétendue croisade sioniste contre l'islam et les musulmans et de contribuer aux mauvais traitements infligés aux musulmans dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Manifestement motivé par des sentiments de vengeance personnels, ce message de menace n'a rencontré que peu d'échos dans les médias notamment d'obédience djihadiste, lesquels sont souvent une source importante de motivation pour les auteurs d'actes de violence islamistes.

Message motivé par des sentiments de vengeance personnels.

Interdiction d'entrée prononcée à l'encontre de propagandistes de langue allemande

Fedpol (SAP) a prononcé des interdictions d'entrée contre trois membres d'un réseau extrémiste en Allemagne. Outre d'autres membres du réseau, les trois Allemands d'origine arabe sont soupçonnés d'utiliser leurs activités de propagande en langue allemande pour radicaliser des musulmans non arabes ainsi que des personnes converties à l'islam. Au cours de l'année sous revue, les trois propagandistes ont participé en Suisse à des «séminaires islamiques» germano-suisses avec des musulmans non arabes et des convertis. Deux d'entre eux ont fait l'objet d'une interdiction d'entrée alors qu'ils tentaient mi-novembre d'entrer en Suisse en vue d'assister à un autre séminaire islamique.

Séminaires islamiques germano-suisses avec des musulmans non arabes et des convertis.

Islamisme d'origine d'Europe du Sud-est

D'une manière générale, les courants islamistes en Europe du Sud-est ont continué de ne rencontrer qu'un écho limité et se sont heurtés à la désapprobation de la majorité de la population locale. Toutefois, les activités des groupes islamistes originaires d'Europe du Sud-est se sont renforcées dans plusieurs pays d'Europe occidentale et en Suisse. L'islamisme d'origine d'Europe du Sud-est n'est pas dénué d'importance en raison d'une forte diaspora originaire de cette région. En effet, notre pays abrite aussi une communauté de personnes venant de cette région du monde et proche du mouvement salafiste des

Renforcement des activités des groupes islamistes originaires d'Europe du Sud-est.

Balkans occidentaux. Certains activistes se sont déjà signalés par des déclarations radicales ou par des appels au djihad. Désormais dissoute, l'organisation Jeunesse islamique active (Aktivna Islamska Omladina, AIO) a servi de structure organisationnelle fédératrice et a été active autant dans les Balkans qu'au sein de la diaspora. Dans une certaine mesure, les efforts visant à mettre sur pied une organisation pour lui succéder laissent entrevoir les signes d'une radicalisation croissante.

Les islamistes actifs en Suisse originaires des Balkans occidentaux ont propagé leur idéologie en s'appuyant sur divers médias et ont endoctriné d'autres musulmans. A ce jour, il n'a pas été possible de constater que l'AIO et l'organisation appelée à lui succéder possédaient des structures organisationnelles concrètes. De même, un certain nombre de personnes originaires des Balkans occidentaux ont participé à la propagande salafiste sur Internet.

L'APPRÉCIATION

Dynamisme persistant du djihadisme

En 2008 aussi, le djihadisme a constitué un courant terroriste dynamique qui représente une menace pour les Etats et les sociétés d'Europe occidentale. Si jusqu'en 2007, les djihadistes ont concentré leurs activités en Irak, en 2008 ils ont commencé à se redéployer dans la zone frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan. Durant l'année sous revue, on a observé une augmentation des déplacements de djihadistes entre l'Europe et cette région du monde. En Irak, Al-Qaïda a été affaiblie par les restrictions supplémentaires infligées à sa capacité opérationnelle, qui sont allées de pair avec un recul massif de ses attentats à l'explosif. Elle n'en a pas moins perpétré de nombreux attentats-suicides qui ont coûté la vie à un grand nombre de personnes. Au Maghreb, le groupe AQMI, créé au début de l'année 2007, a renforcé ses activités djihadistes. La Corne de l'Afrique est devenue le nouveau terrain d'action du djihadisme et plusieurs attentats-suicides ont été perpétrés en Somalie. Bien qu'au cours des dernières années, l'Inde ait déjà été concernée par le terrorisme islamiste, celui-ci a atteint un nouveau degré d'intensité avec les actes terroristes de Bombay.

Le djihadisme demeure une menace pour les Etats et les sociétés d'Europe occidentale.

La critique de l'islam, un motif d'attentats. Attentat à la voiture piégée perpétré contre l'ambassade du Danemark à Islamabad le 2 juin 2008.

PHOTO KEYSTONE

L'Europe dans la ligne de mire de l'AQMI

En 2008, l'AQMI a réitéré ses menaces à l'encontre des Etats européens, dont la France et l'Espagne, en diffusant vidéos et textes de propagande sur Internet et a annoncé des attentats contre les intérêts et les ressortissants des pays occidentaux. Certes, l'AQMI n'a pas réussi à accroître sa puissance par la fusion avec d'autres groupes et réseaux djihadistes ancrés en Afrique du Nord. En effet, l'AQMI est un groupement d'unités au degré de cohésion relativement faible, placées sous l'autorité d'émirs plus ou moins autonomes. En Europe, cette organisation ne dispose pas encore de structures établies. Néanmoins, par l'internationalisation de sa stratégie, elle a réussi à gagner à sa cause de nouveaux sympathisants et de nouveaux combattants en Afrique du Nord et en Europe. Entre autres, des volontaires ont été attirés avec la promesse d'accomplir dans les rangs de l'AQMI un entraînement pour l'Irak ou l'Afghanistan. Contrairement à leurs intentions premières, certains d'entre eux y sont restés. D'autres ont été renvoyés dans leur pays d'origine afin d'y déployer leurs activités de manière autonome. Tout comme dans le cas de la cellule terroriste découverte en Allemagne dans la Sarre qui avait des contacts avec l'UDI, le danger existe là aussi de voir apparaître en Europe des petites cellules d'islamistes maghrébins présentant des liens plus ou moins directs avec l'AQMI et nourrissant des intentions terroristes. Selon les observations menées en Suisse, il semble qu'une telle évolution y soit également possible.

En Europe, l'AQMI ne dispose pas de structures établies.

La critique de l'islam, un motif d'attentats de plus en plus invoqué

Dans un communiqué diffusé sur Internet, Al-Qaïda en Afghanistan a revendiqué début juin l'attentat-suicide perpétré contre l'ambassade du Danemark à Islamabad et l'a qualifié d'acte de vengeance en réaction à la nouvelle publication des caricatures du prophète Mahomet dans les médias danois en février de la même année. Par cet attentat, le groupe dit mettre en œuvre la menace exprimée par Oussama ben Laden dans un message audio adressé en mars aux pays de l'UE, menaçant l'Europe de répondre à sa liberté d'expression soi-disant démesurée par des actions tout aussi démesurées. L'attentat terroriste dirigé contre cette ambassade a été salué sur les sites Internet djihadistes comme le début d'une nouvelle campagne de violence islamiste destinée à décourager l'Occident d'«insulter à nouveau le Prophète». En février déjà, trois Maghrébins avaient été arrêtés dans la ville danoise d'Aarhus. Ils étaient soupçonnés d'avoir planifié l'assassinat d'un caricaturiste du prophète Mahomet. En septembre, trois hommes ont été arrêtés à Londres. Ils étaient soupçonnés d'avoir tenté d'incendier une maison d'édition. Celle-ci était à la veille de publier un roman sur une des épouses de Mahomet. De même, l'initiative lancée en Suisse contre la construction de minarets est considérée par certains milieux comme anti-islamique et pourrait servir à des extrémistes islamistes violents de motivation et de légitimation d'un attentat terroriste. Toutefois, elle n'a été guère été mentionnée par les médias djihadistes jusqu'ici.

Acte de vengeance en réaction à la nouvelle publication des caricatures du prophète Mahomet.

Tentative d'incendie en raison de la publication d'un roman sur une des épouses de Mahomet.

Tentatives de création de réseaux parmi les salafistes

Actuellement, les activités des islamistes des Balkans occidentaux ne représentent pas une menace directe pour la sécurité intérieure de la Suisse et on ne dispose pour l'heure d'aucun indice relatif à la planification ou à la préparation d'actes violents ou d'actes terroristes impliquant des personnes originaires de cette région des Balkans. Durant l'année sous revue, on a constaté en Suisse une prise de contacts entre des islamistes d'Europe du Sud-est et les milieux salafistes nord-africains, ce qui pourrait se traduire par une radicalisation de la diaspora d'Europe du Sud-est, notamment parmi la jeune génération. Les liens au niveau international des salafistes arabes actifs en Suisse, par exemple avec l'entourage de la cellule démantelée en Allemagne dans la Sarre, et avec d'autres cellules similaires dans d'autres pays d'Europe soulignent le potentiel de ces réseaux. Ce potentiel ne porte pas seulement sur la logistique et la propagande, mais probablement aussi sur des objectifs d'ordre opérationnel. Il n'existe toutefois aucun indice concret de plans d'attentats en Suisse.

Radicalisation possible de la diaspora d'Europe du Sud-est.

L'ÉVOLUTION POSSIBLE

Large palette de dangers

Au cours des prochaines années, le djihadisme conservera sa dynamique. L'Europe occidentale devra donc continuer à compter avec la planification, la préparation et la propagation d'actes de violence ou d'actes terroristes islamistes. Tout comme durant les années précédentes, qu'ils agissent de manière autonome ou qu'ils soient en contact direct avec le noyau dur d'Al-Qaïda, les djihadistes se manifesteront et justifieront leurs actions en invoquant un engagement militaire dans un pays musulman ou, de plus en plus, ce qu'ils considèrent comme des critiques à l'encontre de l'islam et de son prophète. Des comparaisons avec les cellules terroristes démantelées dans d'autres pays occidentaux et leurs projets montrent qu'en Suisse aussi, ce genre de structures peuvent se constituer, impliquant le développement d'un potentiel de menaces.

Propagation, planification et préparation d'actes de violence ou d'actes terroristes islamistes en Europe.

Des menaces supplémentaires pour la Suisse peuvent émaner de l'éventuelle radicalisation de certains partisans de l'organisation Jeunesse islamique active, désormais dissoute, ainsi que du rapprochement, déjà mentionné, entre islamistes des Balkans occidentaux et salafistes nord-africains. Par ailleurs, l'islamisme turc est lui aussi susceptible d'évoluer dans le même sens.

Propagande: djihadistes sur la défensive

En 2008, plusieurs vétérans djihadistes et idéologues salafistes auparavant partisans de la lutte armée se sont prononcés contre les procédés terroristes d'Al-Qaïda. En particulier les critiques émanant du chef du djihad islamique égyptien ont amené Ayman al-Zawahiri, l'idéologue d'Al-Qaïda, à se justifier avec force détails. Par ailleurs, en Arabie saoudite, des religieux wahhabites réputés ont mené campagne contre le terrorisme et ont réussi à convaincre plusieurs combattants djihadistes de se désolidariser d'Al-Qaïda.

Critique contre les procédés terroristes d'Al-Qaïda.

Dans une vidéo de propagande publiée en septembre, l'AQMI s'est justifiée des accusations selon lesquelles des civils musulmans innocents avaient perdu la vie à la suite de leurs nombreux attentats. L'AQMI a affirmé solennellement qu'elle faisait tout pour épargner les innocents, que les attentats ciblés avaient pour seul but de lutter contre les autorités qui se sont détournées de l'islam et contre les forces de sécurité et les étrangers collaborant avec elles, que seuls les hypocrites qualifiaient les moudjahidines de meurtriers et qu'en vérité, ces derniers étaient les libérateurs des musulmans.

Il est permis de penser que les critiques émanant des milieux islamistes contre les méthodes extrémistes violentes du djihadisme se feront de plus en plus présentes à court ou à moyen terme. Cette critique à l'encontre du terrorisme ne doit toutefois pas faire oublier que le djihadisme semble demeurer, tant sur le plan de l'idéologie que de la propagande, un mouvement très souple et très efficace.

Le djihadisme demeure tant sur le plan de l'idéologie que de la propagande un mouvement très souple et très efficace.

3. Crime organisé

3.1	Crime organisé en fonction de l'origine des groupes	24
3.1.1	Groupes criminels de la CEI	24
3.1.2	Groupes criminels d'Europe du Sud-est	25
3.1.3	Groupes criminels d'Afrique de l'Ouest	27
3.1.4	Groupes criminels d'Italie	28
3.1.5	Crime organisé chinois	29
3.2	Secteurs principaux du crime organisé	31
3.2.1	Stupéfiants	31
3.2.2	Trafic de migrants	33
3.2.3	Traite d'êtres humains	35
3.2.4	Blanchiment d'argent	36
3.2.5	Corruption	37

Ce chapitre sur le crime organisé est divisé en deux parties. La première partie décrit les groupes criminels les plus actifs dans le crime organisé en Suisse. La seconde s'intéresse aux marchés illégaux les plus représentatifs et aux types de délits qui y sont commis. La sélection est faite en fonction de deux critères: l'importance du groupe, du marché illégal ou des délits d'une part, le thème dominant de l'année d'autre part. Chaque année, le thème dominant de l'analyse varie selon l'ampleur des procédures ou les projets d'évaluation en cours. La liste des groupes et types de délits concernés est donc pondérée et non exhaustive.

3.1 Crime organisé en fonction de l'origine des groupes

3.1.1 Groupes criminels de la CEI

LA SITUATION

Situation internationale

Malgré l'arrestation de plusieurs représentants de haut rang présumés du crime organisé russe, aucun élément ne permet d'affirmer que l'influence de ces groupes criminels ait diminué. D'après des informations en provenance de Russie, ces organisations s'implantent de plus en plus dans l'économie légale et dans la politique. Elles s'intéressent particulièrement au très lucratif secteur énergétique. Le vol de pétrole et de ses produits dérivés s'est révélé extrêmement rentable au moment du pic des cours des matières premières. Ces groupes criminels travaillent avec des spécialistes et utilisent des techniques à la pointe de la modernité.

Arrestation de plusieurs représentants de haut rang présumés du crime organisé russe.

La corruption reste très répandue dans les pays de la CEI et la majorité des pays de la région ont encore perdu des rangs dans le classement de Transparency International.

Situation en Suisse

Le Tribunal pénal fédéral a condamné en juillet 2008 un avocat suisse pour complicité de gestion déloyale à une peine privative de liberté avec sursis et à une peine pécuniaire sans sursis. Pour le tribunal, l'avocat avait de toute évidence aidé l'ancien responsable de la compagnie russe semi-étatique Aeroflot à élaborer un montage portant préjudice à la compagnie russe et permettant à une société suisse d'en tirer un important bénéfice. A la clôture de la rédaction du présent rapport, le jugement n'était pas encore entré en force.

Condamnation d'un avocat suisse pour complicité de gestion déloyale.

On peut supposer que des responsables de haut rang d'organisations criminelles s'efforceront encore d'utiliser la place financière suisse pour des activités de blanchiment d'argent, avec la complicité de réseaux d'avocats, d'agents fiduciaires et d'hommes de paille. Des individus à la réputation douteuse essaient également, à travers des œuvres de charité, de s'assurer la bienveillance des milieux politiques et de se créer une place dans la société. Durant l'année sous revue, divers indices ont montré que des entreprises enregistrées en Suisse étaient impliquées dans le trafic de drogue et dans la fraude à la TVA organisés par des criminels originaires de la CEI. Certains ressortissants de ces Etats ayant élu domicile en Suisse ont vraisemblablement accumulé de grosses fortunes grâce à leurs relations privilégiées au sein des organes étatiques de leur pays d'origine ou sont soupçonnés d'entretenir des liens avec le crime organisé.

Réseau d'avocats, d'agents fiduciaires et d'hommes de paille en Suisse.

Négociants russes en matières premières en Suisse

Au cours des dernières années, la Suisse est devenue l'une des principales places où se négocient les matières premières à travers le monde. Les négociants russes ont largement contribué à cet essor. Près d'un tiers du commerce mondial du

pétrole brut se négocie à Genève, dont les trois quarts des exportations russes et la majeure partie des exportations kazakhes. Selon certains indices, des entreprises de matières premières de la CEI coopèrent étroitement avec les services de renseignements et des organisations criminelles ont une influence considérable sur ce marché. Dans certains cas, on soupçonne que les bénéfices de ces sociétés sont soustraits à l'Etat et redirigés, par le biais d'un réseau complexe de comptes offshore, vers des bénéficiaires privés.

Indices selon lesquels des entreprises russes de matières premières coopèrent étroitement avec les services de renseignements.

L'APPRÉCIATION

Menace sur la réputation de la place financière

En Suisse, les représentants des organisations criminelles de la CEI ne se manifestent pas comme des criminels et ne commettent en général que des délits d'ordre financier. Ils représentent surtout une menace pour la réputation de la place financière suisse. Avec la présence de nombreuses sociétés de négoce de matières premières de la CEI, la Suisse court le risque d'offrir une plateforme d'échange entre les services de renseignements et le crime organisé, ce qui pourrait aussi ternir la réputation du marché des matières premières.

Les représentants des organisations criminelles ne commettent en général que des délits d'ordre financier.

L'ÉVOLUTION POSSIBLE

Effets de la crise financière

La Russie et d'autres membres de la CEI sont bien plus durement touchés par la crise mondiale des marchés financiers que le reste des pays industrialisés. Les actions russes ont enregistré entre janvier et fin octobre 2008 des pertes dépassant parfois 50% de leur valeur initiale. Les prix des matières premières se sont effondrés, les investisseurs étrangers se sont retirés et le rouble s'est écroulé. Selon certaines estimations, les oligarques russes auraient perdu jusqu'à 240 milliards de dollars américains en 2008. Ces événements vont d'une part affaiblir la capacité financière des investisseurs criminels. D'autre part, en raison des mauvaises prévisions sur les marchés russes, ils vont aussi inciter ces mêmes investisseurs à placer à l'étranger les revenus d'origine criminelle.

Revenus d'origine criminelle placés de plus en plus à étranger.

3.1.2 Groupes criminels d'Europe du Sud-est

LA SITUATION

Situation en Europe du Sud-est

Dans certains pays d'Europe du Sud-est, les liens entre les organisations criminelles et les différents échelons des structures de l'Etat demeurent intacts. Ces organisations restent bien intégrées dans la société. Plusieurs postes étatiques sont occupés par des individus appartenant aux sphères d'influence des groupes criminels.

Des secteurs clés de l'économie sont encore sous la coupe de structures criminelles. Les liens familiaux et géographiques des groupes actifs dans leur pays comme à l'étranger forment un réseau extrêmement dense. Les groupes criminels continuent à profiter de la situation économique précaire que connaît la région.

Situation en Suisse

Les activités des groupes criminels d'Europe du Sud-est, aussi bien ceux de souche albanaise que ceux de souche slave, sont toujours aussi importantes. Leur nombre est resté constant en 2008. Ce phénomène est observé depuis plusieurs années en Suisse.

Les activités des groupes criminels d'Europe du Sud-est sont toujours aussi importantes.

Les activités illégales de ces groupes en Suisse concernent principalement le trafic de stupéfiants, mais s'étendent également à des activités de traite d'êtres humains aux fins de prostitution, au trafic des migrants, d'armes et de cigarettes ainsi qu'au blanchiment d'argent.

Les structures de ces groupes n'ont pas changé. Les autorités de poursuite pénale sont toujours confrontées à des réseaux flexibles et opportunistes, actifs au niveau international, composés pour certains des membres d'une même famille ou d'un même clan, ou s'appuyant sur les contacts qu'ils entretiennent avec leur région d'origine. Pour les tâches de moindre importance comme le transport de la drogue et la vente de stupéfiants sur la voie publique, les groupes criminels d'Europe du Sud-est ont le plus souvent recours à des individus d'autres nationalités et étrangers à leurs structures.

Condamnation en Suisse

Le Tribunal pénal fédéral a condamné le 30 octobre 2008 le meneur d'un groupe criminel du Kosovo pour appartenance à une organisation criminelle à une peine privative de liberté de quinze ans. Un frère de l'accusé a quant à lui été condamné à une peine privative de liberté de deux ans pour appartenance à une organisation criminelle, mais acquitté, comme son père, du chef d'accusation de blanchiment d'argent. Active au niveau international, l'organisation criminelle se consacrait depuis le milieu des années 90 au trafic d'héroïne du Kosovo vers l'Europe occidentale et à sa commercialisation. Les polices européennes ont saisi environ 1400 kilos, y compris en Suisse, pour une valeur de 25 millions de francs suisses. L'enquête a nécessité six ans de labeur et a également permis des arrestations à l'étranger.

Peines privatives de liberté pour appartenance à une organisation criminelle.

L'APPRÉCIATION

Infiltration à différents niveaux

La faiblesse ou l'absence de l'Etat de droit dans certains Etats d'Europe du Sud-est laisse une grande marge de manœuvre au crime organisé. Il est ainsi de l'intérêt des groupes criminels de contribuer, jusqu'à un certain point, à l'instabilité et à la faiblesse de ces Etats. La poursuite pénale est entravée par l'infiltration des organes politiques et étatiques par des membres d'organisations criminelles.

Le cas de la personne condamnée en Suisse pour appartenance à une organisation criminelle souligne l'importance de la lutte contre les groupes criminels originaires d'Europe du Sud-est. Mais il montre également la complexité des enquêtes contre les réseaux criminels transnationaux ayant des relations dans leur région d'origine. L'approfondissement de la coopération des autorités de poursuite pénale suisses avec les responsables locaux et les autorités internationales est indispensable. Il est également important de renforcer l'Etat de droit sur place et la Suisse peut y contribuer dans un cadre international et multilatéral.

Approfondissement de la coopération indispensable.

L'ÉVOLUTION POSSIBLE

Aucun changement important

Au vu des multiples connexions existant entre les groupes criminels et les milieux politiques, gouvernementaux et économiques, de l'économie qui stagne et de l'absence de perspectives en Europe du Sud-est, il ne faut pas escompter un recul à moyen terme des activités des groupes criminels de cette région. Il ne faut pas non plus s'attendre à une évolution des structures, des modes opératoires et champs d'activités de ces groupes. Ceux-ci sont néanmoins capables, grâce à leur grande flexibilité, de s'adapter rapidement à de nouvelles situations. Le processus de rapprochement avec l'UE ne conduira à un changement fondamental qu'à moyen terme.

A moyen terme, pas de recul des activités des groupes criminels d'Europe du Sud-est.

3.1.3 Groupes criminels d'Afrique de l'Ouest

LA SITUATION

Situation internationale

Depuis environ quatre ans, l'Afrique de l'Ouest constitue une importante zone de transit pour la cocaïne sud-américaine destinée au marché européen. Entre 25 et 40% de la cocaïne arrivant en Europe passe par l'Afrique. Durant l'année sous revue, la quantité de cocaïne saisie a fortement augmenté en comparaison avec les années précédentes. En Guinée, par exemple, sept tonnes de cocaïne ont été saisies entre août et septembre, contre une tonne seulement en 2007.

L'Afrique de l'Ouest, une importante zone de transit pour la cocaïne.

L'augmentation significative du trafic représente une sérieuse menace pour la sécurité de la région notamment en raison du caractère transnational du phénomène. Le trafic s'étend à tous les pays d'Afrique de l'Ouest, les portes d'entrée se multiplient et plusieurs pays deviennent des plaques tournantes, comme la Guinée-Bissau, le Togo ou la Guinée.

Situation en Suisse

Les réseaux criminels d'Afrique de l'Ouest, en particulier nigérians, sont actifs sur tous les marchés de la drogue. La Suisse ne fait pas exception. Le nombre de ressortissants africains arrêtés en raison d'infractions à la loi sur les stupéfiants a fortement augmenté au cours des dernières années. La plus grande partie est originaire d'Afrique de l'Ouest, principalement du Nigeria, et, dans une moindre mesure, de Guinée et de Sierra Leone. En février 2008 s'est ouvert à Bâle le procès de trois Nigérians accusés d'avoir écoulé en Suisse 235 kilos de cocaïne.

Les réseaux criminels d'Afrique de l'Ouest sont actifs sur tous les marchés de la drogue.

Des liens existent entre les différents domaines criminels comme le trafic de cocaïne, le trafic de migrants, la traite d'êtres humains, l'escroquerie et la falsification de documents.

Petites quantités de cocaïne destinées à la vente sur la voie publique. La vente de cocaïne sur la voie publique est principalement le fait, en Suisse, de groupes d'Afrique de l'Ouest.

PHOTO DE SOURCE POLICIÈRE

L'APPRÉCIATION

Groupes criminels flexibles

Sur le marché européen de la cocaïne comme sur le marché suisse, les ressortissants d'Afrique de l'Ouest, notamment nigérians, sont présents dans tous les domaines. Ils sont mobiles, agissent de manière professionnelle et manient avec aisance les moyens de télécommunication. Leur organisation hiérarchique est horizontale et ils changent fréquemment de routes et de moyens de transports.

L'ÉVOLUTION POSSIBLE

Priorités en Europe

L'Europe est consciente de l'augmentation de la criminalité et du trafic de cocaïne en Afrique de l'Ouest. La Commission européenne considère l'Afrique comme une priorité et met l'accent avant tout sur la stabilisation de la région. Le nombre de ressortissants africains arrêtés pour des infractions à la loi sur les stupéfiants montre que la Suisse n'est pas épargnée et que ses efforts doivent se concentrer particulièrement sur les ressortissants d'Afrique de l'Ouest impliqués dans le trafic de stupéfiants.

Stabilisation de la région.

3.1.4 Groupes criminels d'Italie

LA SITUATION

Chiffre d'affaires considérable

L'association patronale italienne Confesercenti estime à 130 milliards d'euros le chiffre d'affaires du crime organisé italien pour l'année 2007. Les quatre principales organisations mafieuses italiennes, à savoir la Cosa Nostra, la 'Ndrangheta, la Camorra et la Sacra Corona Unita, tirent principalement leurs revenus du trafic de drogue, du trafic d'armes, de l'usure et de l'extorsion de fonds en échange d'une protection.

Cosa Nostra

La Cosa Nostra, organisation criminelle prenant ses racines en Sicile, était en pleine réorganisation en 2008, après les arrestations successives depuis 2006 de ses plus importants dirigeants. L'organisation a été confrontée à des luttes intestines pour désigner les nouveaux chefs.

'Ndrangheta

Durant l'année sous revue, deux procès menés contre une cinquantaine de membres présumés de la 'Ndrangheta ont débuté. Des luttes internes entre deux clans sont à l'origine de ces procès, liés à l'assassinat de six personnes à Duisbourg en 2007, qui avait conduit à l'arrestation en Italie de quelque 40 membres présumés de deux familles rivales. Suite à ces meurtres, perpétrés sur le territoire allemand, les polices allemandes et italiennes ont redoublé leurs efforts dans les enquêtes contre l'organisation criminelle calabraise.

Les polices allemandes et italiennes ont redoublé leurs efforts dans les enquêtes contre la 'Ndrangheta.

Camorra

En 2008, les autorités italiennes ont réussi à porter plusieurs coups à la Camorra napolitaine. Une procédure engagée en 1998 contre un clan de la région de Caserte a abouti, pour seize de ses membres, à la condamnation à la prison à vie pour homicides multiples. Ce succès des autorités n'a par contre pas pu empêcher la montée de la violence. Après le meurtre de six immigrants d'origine africaine et les désordres qui suivirent dans la province de Caserte, une trentaine de membres du même clan ont été arrêtés et des biens pour une valeur de 100 millions d'euros ont été saisis. Afin de rétablir le calme dans la région, le gouvernement italien y a déployé un millier de policiers et soldats. Il est probable que les récents crimes puisent leurs origines dans la lutte qui oppose les membres de la Camorra et les ressortissants africains pour le contrôle du marché régional de la drogue.

Déploiement d'un millier de policiers et soldats.

Sacra Corona Unita

La Sacra Corona Unita vient de la région des Pouilles et est organisée de manière horizontale. Fondée dans les années 70, c'est la plus récente des organisations mafieuses italiennes. Elle s'occupe surtout du trafic d'héroïne en provenance des Balkans voisins et de contrebande de cigarettes. Depuis les années 90, elle est impliquée dans la traite d'êtres humains à destination de l'Italie.

L'APPRÉCIATION

La 'Ndrangheta en Suisse

La 'Ndrangheta est l'une des organisations criminelles les plus actives en Suisse. Elle se concentre sur le trafic de cocaïne et d'armes, le blanchiment d'argent et l'escroquerie. Elle procède à des investissements dans les secteurs de la construction, de l'immobilier et de la restauration. Les cantons frontaliers comme le Tessin et le Valais sont particulièrement concernés. La 'Ndrangheta est active dans le domaine de la criminalité économique, grâce à la collaboration de spécialistes en matière financière et bancaire. Des enquêtes ont permis de déterminer que des personnes recherchées par la justice italienne se trouvaient en Suisse. Ces personnes s'appuient principalement sur le soutien de proches installés en Suisse ou naturalisés suisses.

L'une des organisations criminelles les plus actives en Suisse.

Procédure pénale en Suisse

Ces dernières années, la Camorra a surtout été active dans l'escroquerie, le blanchiment d'argent et dans le trafic de cigarettes, de stupéfiants et de produits textiles de contrefaçon. En 2008, le Ministère public de la Confédération a transmis au Tribunal pénal fédéral un acte d'accusation contre dix personnes soupçonnées d'avoir blanchi pour le compte de la Camorra et de la Sacra Corona Unita des fonds issus de la contrebande de cigarettes. L'argent en espèces d'origine illégale était introduit en Suisse depuis l'Italie par des coursiers et versé sur des comptes bancaires de personnes ou de société écrans. Les fonds étaient ensuite réinvestis dans le marché noir des cigarettes, organisé via le Monténégro à destination de l'Italie. On présume que les personnes soupçonnées occupaient des fonctions centrales dans les structures de blanchiment mises en place principalement à Lugano. Il leur est reproché d'avoir touché une partie des gains réalisés, d'avoir soutenu activement des organisations criminelles sur le plan international et d'avoir eu recours à la violence.

Blanchiment d'argent lié au trafic de cigarettes.

L'ÉVOLUTION POSSIBLE

Conséquences de la crise financière

L'Italie craint que le crime organisé puisse profiter de la faiblesse des entreprises italiennes due à la crise financière pour renforcer sa position, principalement par l'acquisition de biens immobiliers et d'entreprises. Les importants capitaux dont disposent ces organisations criminelles pourraient être investis dans la construction, le commerce de détail et la restauration.

La crise financière profite-t-elle au crime organisé?

Prolongement en Suisse

La 'Ndrangheta et la Camorra se battent pour le contrôle du trafic de stupéfiants dans le nord de l'Italie. Les activités de ces deux groupes mafieux, comme celles des autres groupes criminels italiens, peuvent à tout moment s'étendre à la Suisse, aussi bien dans le domaine du blanchiment que dans l'infiltration des milieux économiques.

3.1.5 Crime organisé chinois

LA SITUATION

Exception helvétique

En comparaison internationale, l'immigration chinoise en Suisse est de faible importance. Si l'on observe la France, l'Italie ou l'Allemagne, on constate que la Suisse est une exception en matière d'immigration illégale chinoise. Les experts estiment qu'un millier de Chinois résident illégalement en Suisse. En ce qui concerne le profil des immigrants chinois, la Suisse est aussi un cas à part. Il s'agit principalement de jeunes gens, d'étudiants, et surtout de femmes.

Les Chinois de Suisse ne forment pas une communauté unie et vivent dispersés géographiquement sur l'ensemble du territoire. Comme partout ailleurs, ce sont plutôt des citadins, mais ils n'ont pas développé de «chinatowns», ces quartiers presque exclusivement chinois qui constituent l'un des facteurs essentiels au développement des organisations criminelles chinoises.

Les «chinatowns», l'un des facteurs du développement des organisations criminelles chinoises.

Situation en Suisse

Parmi les domaines d'activité privilégiés des organisations criminelles chinoises, deux affectent la Suisse: l'immigration illégale et les escroqueries à la carte de crédit.

La Suisse, et plus particulièrement l'aéroport de Genève, reste une plaque tournante importante en Europe pour les filières aériennes chinoises à destination de l'espace Schengen. Pour la plupart des immigrants clandestins chinois, la Suisse n'est qu'un pays de transit, même si certains restent en Suisse pour travailler au noir, principalement dans le secteur de la restauration.

La Suisse, pays de transit pour l'immigration chinoise.

En comparaison avec d'autres groupes ethniques présents en Suisse, les Chinois ne commettent que peu de délits, et lorsque c'est le cas, il s'agit de délits mineurs. A l'exception d'un vol à main armée, aucun délit violent n'a été attribué à un ressortissant chinois depuis 2002.

Le phénomène des escroqueries à la carte de crédit n'épargne pas la Suisse. Le mode opératoire est, pour ce type de délit, comparable à celui utilisé dans d'autres pays européens. Le nombre d'escroqueries est néanmoins limité.

L'APPRÉCIATION

Pas de menace pour la sécurité intérieure

Les caractéristiques de l'immigration chinoise en Suisse, en particulier l'absence de «chinatowns», permettent d'affirmer qu'il n'y a pas d'organisations criminelles chinoises endogènes en Suisse. Aucun indice ne permet de penser le contraire. Néanmoins, pour certaines infractions, des liens avec des organisations criminelles chinoises implantées à l'étranger sont vraisemblables. D'une manière générale, le crime organisé chinois ne représente pas actuellement une menace pour la sécurité intérieure de la Suisse.

L'ÉVOLUTION POSSIBLE

Un pays de transit

La population chinoise de Suisse n'est pas appelée à augmenter de façon significative à moyen terme. A plus long terme, l'augmentation du nombre de ressortissants chinois en Suisse devrait être suffisamment faible et en aucun cas dépasser le seuil critique entraînant la formation de «chinatowns», qui constitue un élément nécessaire à l'émergence d'organisations criminelles endogènes. Par ailleurs, sa composition essentiellement estudiantine et sa taille restreinte font que cette population n'est pas un facteur d'attrait important pour l'immigration illégale chinoise, pour qui la Suisse reste essentiellement un pays de transit.

La population chinoise de Suisse n'est pas un facteur d'attrait pour l'immigration chinoise.

Enlèvements d'étudiants

Un nouveau phénomène consistant à enlever des étudiants chinois fortunés ou supposés tels a fait son apparition en Grande-Bretagne. Aucun cas de ce genre n'a jusqu'ici été observé en Suisse. Cette situation pourrait néanmoins changer car les étudiants chinois dans les universités ou les écoles polytechniques et les Chinois hautement qualifiés employés dans des grandes entreprises constituent autant de cibles potentielles.

Cibles potentielles en Suisse?

3.2 Secteurs principaux du crime organisé

3.2.1 Stupéfiants

LA SITUATION

Héroïne

La production d'opium et d'héroïne en Afghanistan dépasse depuis plusieurs années la demande globale. A l'heure actuelle, les effets de cette surproduction ne se font cependant pas sentir sur le marché suisse.

En Suisse, les Albanais de souche dominent la contrebande et le trafic d'héroïne. Durant l'année sous revue, on constate toutefois que toujours plus d'Irakiens et d'Iraniens ont été impliqués dans ce genre de trafic mais que les ressortissants de Serbie, d'Afrique de l'Ouest et de Géorgie ont été moins nombreux que les années précédentes; à noter que la présence de ces groupes dans le trafic d'héroïne n'a jamais été prépondérante. Quant au trafic de rue, il est également le fait de consommateurs suisses. Le prix de l'héroïne est resté bas. Les services de police observent depuis quelques années une légère diminution de la consommation d'héroïne.

En Suisse, les Albanais de souche dominent le trafic d'héroïne.

Cocaïne

La cocaïne en provenance d'Amérique du Sud est acheminée en Europe par trois routes: la voie directe, en transitant par les Caraïbes ou par l'Afrique de l'Ouest. En Suisse, le trafic de cocaïne est aux mains de ressortissants de pays d'Afrique de l'Ouest et de République dominicaine. Des Suisses et des Turcs ont également été impliqués, tout comme d'autres personnes et groupes actifs au niveau régional.

Comparé aux quantités record de cocaïne interceptées en 2007, les autorités douanières et policières ont saisi moins de cocaïne en 2008. Selon les estimations de la police, la consommation de cocaïne n'a toutefois pas diminué. Plusieurs régions de Suisse ont annoncé que la cocaïne était consommée sous forme de freebase ou de crack. Les consommateurs sont généralement des polytoxicomanes appartenant au milieu de la drogue.

Pas de diminution de la consommation de cocaïne en Suisse.

Drogues de synthèse

Les dérivés d'amphétamines introduits en Suisse proviennent toujours principalement des pays du Benelux. En 2008, les avertissements concernant le dosage et les composants des pilules d'ecstasy se sont multipliés. Les méthamphétamines telles que les pilules thaïes et le shabu étaient toujours disponibles sur le marché suisse. Selon la police, leur consommation ne semble cependant pas avoir augmenté.

Le trafic de drogues de synthèse est essentiellement le fait de jeunes consommateurs, qui n'agissent pas en groupes structurés. Le trafic a souvent lieu dans des locaux privés, ce qui complique l'intervention de la police.

En juillet 2008, une opération policière coordonnée par la Police judiciaire fédérale a été menée au niveau national contre plusieurs personnes soupçonnées d'avoir importé et vendu la substance chimique gammabutyrolactone (GBL) en tant que stupéfiant. Selon les premières estimations, les quantités de GBL mises sur le marché avoisinent la tonne, ce qui correspond à plus d'un million de doses individuelles. De plus, la police a découvert chez plusieurs suspects la présence d'installations soupçonnées de servir de laboratoires visant à transformer le GBL en gammahydroxybutyrate (GHB).

Opération policière menée au niveau national en lien avec une affaire impliquant du GBL.

En dépit de cette opération de police, les autorités policières et douanières ont constaté de nouvelles livraisons de GBL en Suisse. Les enquêtes menées jusqu'à présent indiquent que le marché du GBL en tant que stupéfiant est florissant en Suisse depuis des années. Les quantités soupçonnées suggèrent que la consommation de GHB et GBL dans les soirées a été jusqu'ici sous-estimée.

Portions de LSD. Les blotters illustrent la découverte du LSD par le Dr Albert Hofmann.

PHOTO DE SOURCE POLICIÈRE

Dérivés du cannabis

La production de cannabis reste importante en Suisse mais, comparée aux années précédentes, a diminué durant l'année sous revue. D'une manière générale, la taille des installations et des surfaces de culture a diminué. Nombre de consommateurs cultivent du chanvre et s'approvisionnent ainsi eux-mêmes. La demande en graines, en plants et en équipement est absorbée par des fournisseurs hautement spécialisés et actifs au niveau international.

Les dérivés du cannabis produits en Suisse continuent à dominer le marché; en raison du recul de la production suisse, le cannabis est cependant de plus en plus souvent importé. Dans l'ensemble, le marché du cannabis est dominé par des Suisses, mais la part de ressortissants de pays d'Afrique de l'Ouest, d'Europe du Sud-est, de Jamaïque et de Turquie actifs dans le trafic de produits cannabiques n'est pas non plus à négliger. En Suisse romande, le trafic de haschich est souvent le fait de ressortissants de pays d'Afrique du Nord.

Les dérivés du cannabis produits en Suisse continuent à dominer le marché.

L'APPRÉCIATION

Stabilité de la menace et du marché de la drogue

Les structures organisées sous-tendant le trafic de drogue demeurent une menace importante. Elles génèrent de la violence et des gains considérables, déstabilisent et influencent des Etats entiers et portent atteinte à la santé d'un grand nombre d'individus. La Suisse est touchée par ce phénomène de manière directe et indirecte. Directe dans le sens où les personnes concernées se servent des gains engrangés en Suisse pour étendre leurs activités criminelles, que ce soit dans trafic de drogue ou dans d'autres secteurs de la criminalité. Indirecte, dans le sens où les revenus de la drogue sont réinjectés dans les pays de transit et de production, contribuant par ce biais à financer là-bas les activités criminelles et les conflits. L'instabilité et les vagues de migration ainsi créées se répercutent ensuite sur la Suisse.

Les structures organisées sous-tendant le trafic de drogue demeurent une menace importante.

L'ÉVOLUTION POSSIBLE

Héroïne

Pour les trafiquants d'héroïne, la Suisse constitue un Etat de transit bordant la route des Balkans. Les organisations criminelles risquent d'emprunter plus souvent l'itinéraire qui traverse la Suisse lorsque la mise en œuvre de l'accord de Schengen sera effective. Le trafic pourrait également se déplacer si la demande d'héroïne venait à changer en Europe ou si de nouveaux acteurs entraient en jeu.

Cocaïne

Même si de grandes quantités de cocaïne ont été saisies dans le monde, la cocaïne ne manque pas en Europe. Conformément aux prévisions, cette drogue reste disponible en Suisse et les prix sont bas.

La Suisse dispose de bonnes liaisons de transport vers l'étranger, notamment vers les régions de production et de transit telles que l'Amérique latine, l'Afrique de l'Ouest ou les Caraïbes. La consommation de cocaïne y est élevée et, pays limitrophe de l'Italie, de la France et de l'Allemagne, elle partage sa frontière avec les trois plus gros marchés de la consommation de cocaïne en Europe. Il existe donc un risque bien réel que le transit de cocaïne par la Suisse s'intensifie à l'avenir.

Intensification du transit de cocaïne par la Suisse ?

Drogues de synthèse

Selon la police, les consommateurs de drogues de synthèse réagissent de manière flexible face à l'offre et se dirigent vers d'autres substances lorsque l'une d'entre elles se fait plus rare. La consommation simultanée de plusieurs stupéfiants et la consommation parallèle de médicaments et de substances chimiques expérimentales continueront d'être usuelles dans ce milieu. On peut donc s'attendre à ce que l'offre s'élargisse ou que de nouvelles formes apparaissent.

Consommation simultanée de plusieurs stupéfiants et consommation parallèle de médicaments et de substances chimiques expérimentales.

Transformation de GBL en GHB. Plusieurs petits laboratoires ont servi à transformer du GBL en GHB, mais aussi à produire d'autres substances chimiques ou des engins pyrotechniques.

PHOTO DE SOURCE POLICIÈRE

Dérivés du cannabis

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, la consommation de cannabis est souvent associée à des délits graves. Par ailleurs, la police constate que les personnes et les bandes impliquées agissent de manière professionnelle et au niveau international. Les marges et les gains importants réalisés grâce au trafic de cannabis risquent à l'avenir d'attirer davantage de personnes ou de groupes présentant un potentiel criminel élevé.

Marges et gains importants grâce au trafic de cannabis.

3.2.2 Trafic de migrants

LA SITUATION

Marché lucratif

La Suisse reste un pays de destination et de transit attractif pour les passeurs. L'ampleur du trafic de migrants est cependant difficile à saisir dans sa totalité car les cantons ne prélèvent pas leurs données et ne mènent pas les enquêtes et la poursuite pénale qui y sont liées de la même manière. Selon les relevés officiels, entre 40 et 70% des requérants ayant déposé une demande d'asile en Suisse auraient bénéficié à un moment de leur parcours des services de passeurs et auraient versé à ces derniers des sommes comprises entre quelques milliers et 75 000 francs suisses. Le trafic de migrants se déroule de manière illégale aux points de passage des frontières moins contrôlés ou, plus souvent encore, en empruntant les voies d'accès usuelles au moyen d'un faux passeport ou d'un passeport falsifié. L'essentiel des activités de passeurs porte sur des membres de la famille au sens large du terme.

La Suisse, un pays de destination et de transit attractif pour les passeurs.

Augmentation de la pression migratoire

En raison de la pression migratoire accrue et de l'augmentation du nombre de demandes d'asile déposées au cours de l'année sous revue, le Corps des gardes-frontière (Cgfr) et l'Office fédéral des migrations (ODM) ont mené depuis septembre 2008 des actions ciblées visant à lutter contre l'immigration illégale. En renforçant les contrôles dans le domaine des transports routiers et ferroviaires ainsi qu'aux frontières vertes, le Cgfr est parvenu

Contrôles renforcés dans le domaine des transports routiers et ferroviaires ainsi qu'aux frontières vertes.

à saisir en septembre et octobre 2008 410 faux documents d'identité et à empêcher 320 entrées illégales.

Entrées illégales par avion ou en train

Au cours de l'année sous revue, plusieurs personnes ont été appréhendées alors qu'elles tentaient d'entrer illégalement en Suisse en présentant des billets d'avion électroniques falsifiés. Ces tentatives, qui étaient vouées à l'échec et se sont achevées au plus tard dans la zone de transit de l'aéroport suisse, ont principalement été le fait de migrants africains, mais aussi chinois. Comme en 2007, il s'est à nouveau avéré que de jeunes Nigérianes, souvent mineures, arrivaient à l'aéroport de Genève, déposaient une demande d'asile, mais disparaissaient avant même d'atteindre le centre d'hébergement. Ces femmes ressurgissaient sous un autre nom dans les milieux de la prostitution d'autres pays européens.

Les tentatives s'achèvent au plus tard dans la zone de transit de l'aéroport.

En 2008, l'immigration illégale en provenance de l'Irak a continué et a touché particulièrement le Tessin. Chaque mois, le Cgfr a arrêté à la frontière sud entre 20 et 30 Irakiens qui tentaient d'entrer illégalement en Suisse. La plupart des entrées illégales ont été constatées dans le trafic ferroviaire. La Suisse n'est pas une destination prioritaire des requérants d'asile irakiens, mais constitue plutôt un pays de transit leur permettant d'atteindre d'autres pays en Europe.

Immigration chinoise

L'immigration chinoise est très discrète et n'est que difficilement perceptible. De plus en plus souvent, des documents d'identité valides ont été fournis à l'avance aux migrants afin qu'ils puissent franchir la frontière en toute légalité. De fausses déclarations et de faux documents d'identité leur permettent d'obtenir frauduleusement de vrais documents, tels que des autorisations de séjour pour étudiants ou des visas touristiques. Dans plusieurs cas, on a constaté que des étudiants ou des touristes chinois ont disparu. Il faut s'attendre à ce qu'ils séjournent toujours illégalement en Suisse ou dans un autre pays européen. Comparés aux groupes d'autres nationalités, les groupes de passeurs chinois ont un degré d'organisation plus élevé et opèrent en réseaux à l'échelle mondiale. Ils sont fortement cloisonnés et ont largement recours aux structures commerciales légales. L'immigration clandestine chinoise est directement liée à l'existence de communautés locales d'expatriés. Ces dernières mettent en effet à disposition une infrastructure facilitant l'immigration, par exemple en offrant la possibilité de travailler au noir. Cependant, la communauté chinoise de Suisse n'est pas aussi attractive que celle d'autres pays européens.

La communauté chinoise de Suisse n'est pas un facteur d'immigration.

L'APPRÉCIATION

Nouveaux instruments

La pression migratoire provenant de diverses parties du monde va persister. Cependant, de nouveaux instruments existent désormais pour contrer le trafic de migrants. Pour les autorités, la loi sur les étrangers (LEtr) entrée en vigueur le 1er janvier 2007 offre de nouveaux moyens plus efficaces pour lutter contre l'immigration clandestine et le séjour illégal. Par ailleurs, le Système d'information Schengen (SIS), qui est opérationnel en Suisse depuis le 14 août 2008, constitue un instrument efficace pour lutter contre la criminalité transnationale. Le SIS est une banque de données électronique sur les personnes et les objets recherchés à l'échelle européenne. Ce système d'information contient notamment des données sur les personnes recherchées par la police dans l'un des 25 Etats Schengen ou frappées d'une interdiction d'entrée. Ce moyen de recherche a déjà porté ses fruits dans le domaine du trafic de migrants et de la traite d'êtres humains.

Loi sur les étrangers et Système d'information Schengen.

L'EVOLUTION POSSIBLE

Pression migratoire

La pression migratoire globale demeure. L'immigration légale ne permet pas d'absorber toutes les demandes, raison pour laquelle les possibilités de profit restent intéressantes pour les passeurs. Les images d'immigrés arrivant par bateau en mer Méditerranée ou dans les îles Canaries sont présentes dans tous les médias. En 2008, le nombre de requérants d'asile a augmenté

La pression migratoire globale ne peut pas être allégée par l'immigration légale.

en Suisse. Outre les principaux pays de provenance tels que l'Erythrée, la Somalie ou l'Irak – pays dans lesquels la situation politique a induit une forte pression migratoire – la Serbie et le Kosovo occupent aussi une place importante. L'émigration est motivée par l'espoir de conditions de vie meilleures, par la perspective d'un travail ou d'une rémunération ou par le fait de rejoindre un membre de sa famille en Suisse. A noter que cette dernière possibilité met à disposition une infrastructure facilitant l'hébergement, l'entretien et l'accès au travail au noir. La plus grande partie du capital ainsi constitué est transférée dans le pays d'origine et sert à assurer l'entretien de la famille. Outre la Suisse, l'Italie, l'Allemagne et la France sont des pays de destination importants pour les activités de passeurs.

3.2.3 Traite d'êtres humains

LA SITUATION

Exploitation sexuelle

En tant que pays de transit et de destination, la Suisse reste touchée par la traite d'êtres humains. Lors de la clôture de la rédaction du présent rapport, aucun chiffre fiable n'était encore disponible sur le nombre de victimes de la traite d'êtres humains en 2008. Vu les chiffres des années précédentes, il est fort probable que les victimes de la traite d'êtres humains et d'exploitation sexuelle soient principalement des femmes provenant d'Europe de l'Est, mais aussi d'Amérique latine, des Caraïbes, d'Asie et d'Afrique. D'une manière générale, la propension à la violence dans ce milieu a augmenté. Durant l'année sous revue, la police a par exemple procédé à plusieurs arrestations à Zurich après avoir soupçonné des activités de traite d'êtres humains et d'exploitation sexuelle.

Les victimes proviennent d'Europe de l'Est, d'Amérique latine, des Caraïbes, d'Asie et d'Afrique.

Exploitation d'enfants

A plusieurs reprises en 2008, des Roms mineurs ont été appréhendés dans toute la Suisse, mais plus particulièrement dans les cantons frontaliers, après être entrés dans le but de commettre de petits vols ou de s'adonner à la mendicité. Il s'agit là d'un phénomène connu aussi dans les pays voisins qui consiste à profiter sciemment de la minorité pénale des enfants. Même s'il s'agit de prime abord de petite criminalité, il est probable que les victimes doivent se livrer à l'activité qu'on exige d'elles sur une longue durée et sous contrainte, raison pour laquelle il est possible d'invoquer le nouvel art. 182 CP sur la traite d'êtres humains.

Surtout des cas de petite criminalité.

L'APPRÉCIATION

Séjour légalisé

Une âpre concurrence et la chute des prix sont autant de conséquences de l'expansion de l'offre dans le milieu de la prostitution. L'ouverture des frontières suisses a certes contribué à ce que les prostituées des pays d'Europe de l'Est membres de l'UE ne soient plus soumises à la pression du séjour illégal, mais cela ne signifie pas pour autant qu'elles ne deviendront pas un jour victimes de la traite d'êtres humains. Les femmes issues de milieux modestes et provenant de régions rurales défavorisées sont souvent dépendantes d'un intermédiaire et courent donc le risque d'être exploitées.

Risque d'exploitation toujours présent.

L'ÉVOLUTION POSSIBLE

Problème persistant

Il est peu probable que la traite d'êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle diminue à court terme. Les enquêtes visant à mettre au jour la traite d'êtres humains sont complexes et la preuve de l'exploitation est difficile à apporter.

3.2.4 Blanchiment d'argent

LA SITUATION

Statistique des jugements prononcés en matière de blanchiment d'argent

La statistique des jugements prononcés en matière de blanchiment d'argent entre 2003 et 2007 montre que les jugements portant sur le blanchiment d'argent qualifié sont peu nombreux. Par rapport aux années précédentes, on constate un net recul du trafic de stupéfiants en tant qu'infraction préalable au blanchiment d'argent simple. En revanche, les infractions préalables portant sur l'escroquerie, l'abus de confiance et le vol ont augmenté. Tandis que la proportion des personnes condamnées pour blanchiment d'argent en provenance des Etats de l'ex-Yougoslavie et d'Albanie était en net recul durant la période considérée, celle des jugements concernant des Africains de l'Ouest a augmenté.

Trafic de stupéfiants en tant qu'infraction préalable au blanchiment d'argent simple.

Les modes opératoires adoptés par les auteurs d'infractions étaient variés; les auteurs ont cependant essayé plus souvent d'injecter les fonds d'origine criminelle dans le circuit financier suisse régulier sans étapes intermédiaires, par exemple par le transport ou le recel d'espèces. Le volume des valeurs patrimoniales impliquées est resté stable.

Cela dit, le fait que les procédures impliquant de faibles valeurs patrimoniales prédominent largement dans le bilan des procédures liées au blanchiment en Suisse, maintenant la moyenne des valeurs patrimoniales à un bas niveau, ne signifie pas que les cas liés au crime organisé sont peu nombreux. Le fait de blanchir de grandes sommes en plusieurs petites tranches est une stratégie habituelle du crime organisé qui permet de laisser les transactions inaperçues.

L'APPRÉCIATION

Prévention et résorption des produits des crimes

La tentative visant à détecter le crime organisé à partir des opérations financières suspectes s'est rarement avérée probante dans la pratique. Dans la majorité des procédures, le blanchiment d'argent est poursuivi en tant qu'infraction complémentaire n'exerçant qu'une influence marginale sur la peine. Le dispositif suisse de lutte contre le blanchiment d'argent remplit cependant son objectif en matière de prévention.

Blanchiment d'argent poursuivi en tant qu'infraction complémentaire.

La résorption des produits des crimes amène souvent davantage de résultats que la tentative de mettre au jour des organisations criminelles en raison de leurs activités de blanchiment d'argent. La résorption des produits des crimes part d'une infraction prouvée et vise à mettre au jour, séquestrer et confisquer les valeurs patrimoniales délictueuses et ses dérivés. Dans le cadre des procédures pénales, elle a un effet préventif général et spécifique important.

L'ÉVOLUTION POSSIBLE

Complexité toujours plus grande

Les nouvelles technologies et en particulier Internet, en constante évolution, favorisent les activités de blanchiment d'argent et les escroqueries financières. La mondialisation et la complexité toujours plus grande des marchés financiers internationaux entraînent une complexification des moyens permettant de transférer des fonds illégalement et ont pour conséquence que des spécialistes de diverses disciplines, également parmi les criminels, se répartissent les tâches et ne se chargent que du transfert et du blanchiment des fonds en question. De plus en plus, il ne s'agit plus seulement du comptable appartenant à la structure hiérarchique d'une organisation criminelle, mais toujours plus souvent d'experts économiques et bancaires ainsi que des juristes, caractérisés par leur indépendance et rémunérés pour leurs activités de transferts par un pourcentage des fonds blanchis. Il est probable que cette tendance se renforce.

Les nouvelles technologies favorisent les activités de blanchiment d'argent.

3.2.5 Corruption

LA SITUATION

«Pétrole contre nourriture»

Fin 2008, le Ministère public de la Confédération avait mené à terme 32 des 36 enquêtes portant sur le programme des Nations Unies «Pétrole contre nourriture». En collaboration avec les cantons, près de 18 millions de francs au total ont été confisqués. La Suisse est l'un des premiers pays à avoir obtenu des condamnations ou la confiscation d'avoirs dans ce contexte. Dans la majorité des cas, les jugements ont été prononcés pour infractions à la loi sur les embargos; aucune condamnation n'a été prononcée pour corruption en 2008, notamment en raison du manque d'informations issues de demandes d'entraide judiciaire.

Jugements prononcés principalement pour infractions à la loi sur les embargos.

Suva

Début 2008, le Tribunal pénal fédéral a condamné l'ancien chef des affaires immobilières de la Caisse nationale suisse d'assurances contre les accidents (Suva) à trois ans et demi de prison pour corruption passive notamment. Ce dernier avait vendu à bas prix des immeubles appartenant à la Suva à un agent immobilier et sa société, à laquelle il était lui-même associé, cela en échange de pots-de-vin d'un montant de près de deux millions de francs. L'accusé avait plaidé l'acquittement arguant qu'il n'occupait pas une fonction d'agent public suisse. Le tribunal a cependant jugé que la Suva, détenant un monopole partiel, remplissait une tâche légale et était considérée de ce fait comme une institution publique. L'agent immobilier a quant à lui uniquement été condamné pour incitation à la gestion déloyale; le tribunal n'a pas retenu contre lui l'accusation de corruption active car l'homme n'était pas censé savoir que son associé exerçait une fonction d'agent public.

Condamnation pour corruption passive.

L'APPRÉCIATION

Le problème de la corruption dans le secteur privé

Contrairement à la corruption d'agents publics suisses ou étrangers, la corruption dans le secteur privé n'est poursuivie en Suisse que sur plainte. En 2008, le Groupe des Etats contre la corruption (Greco) a critiqué le fait que la corruption dans le secteur privé ne soit pas considérée comme une infraction préalable au blanchiment d'argent et que les techniques spéciales d'enquête comme la surveillance téléphonique ou l'investigation secrète ne soient pas autorisées en Suisse dans les cas de corruption dans le secteur privé.

Techniques spéciales d'enquête non applicables.

Le Greco est une commission du Conseil de l'Europe qui réunit 43 Etats membres de la Convention pénale du Conseil de l'Europe contre la corruption. Sur la base d'évaluations effectuées par les Etats membres, ce groupe vérifie l'application de la convention et formule si nécessaire des recommandations. Même si le Greco émet quelques critiques dans le cadre de l'évaluation de 2008, il salue les efforts importants accomplis par la Suisse dans le domaine de la lutte contre la corruption. Il reconnaît plus particulièrement la qualité des instruments visant la confiscation des valeurs patrimoniales et la responsabilité pénale des entreprises.

L'ÉVOLUTION POSSIBLE

Troisième cycle d'évaluations

La prochaine évaluation à laquelle la Suisse sera soumise, qui correspond au troisième cycle d'évaluations, aura lieu dans quelques années. Elle portera sur les dispositions pénales sanctionnant la corruption et le financement des partis politiques et des campagnes électorales. Les rapports des pays membres qui ont déjà effectué ce troisième cycle d'évaluations montrent que les standards sont élevés. Il est donc nécessaire de poursuivre les efforts aux niveaux cantonal et national.

Standards élevés.

4. Extrémisme violent politique et terrorisme

4.1	Extrémisme de droite	40
4.2	Extrémisme de gauche	43
4.3	Groupes d'Europe du Sud-est	46
4.4	Groupes kurdes et turcs	48
4.5	Extrémisme violent tamoul	50
4.6	Financement du terrorisme et de l'extrémisme	52

4.1 Extrémisme de droite

LA SITUATION

Nombre d'incidents

Le nombre d'incidents liés à l'extrême droite a diminué de près de 30% entre 2007 et 2008, passant de 109 à 76 cas. Les concerts de groupes d'extrême droite ont en revanche été plus nombreux; il y en a eu dix en 2007 et quinze en 2008. Le recul global observé s'explique principalement par la proportion d'incidents violents: alors que leur nombre était compris durant ces cinq dernières années entre 50 et 64 par an, seuls 24 incidents violents ont été commis en 2008. Cette diminution résulterait notamment des mesures efficaces de prévention et de répression. Le potentiel de violence des milieux d'extrême droite est quant à lui toujours présent.

Principaux incidents survenus en 2008

- Le 15 mars, une vingtaine de personnes ont visité une fromagerie dans le canton d'Appenzell Rhodes-Extérieures. Peu après, une photographie montrant onze des visiteurs en train de faire le salut hitlérien a été publiée sur un site Internet d'extrême droite. La police cantonale vérifie s'il s'agit d'une violation de la norme pénale contre la discrimination raciale.
- A la même date, un concert skinhead donné par quatre groupes dont certains venaient de l'étranger a rassemblé un public de 200 personnes à Wimmis. Du matériel relevant de l'extrême droite a été vendu dans la salle de concert.
- Le 23 mars, des personnes ont mis le feu à un centre pour requérants d'asile à Stein dans le canton d'Argovie au moyen d'un cocktail Molotov de fabrication artisanale. Cinq des auteurs de cette infraction ont été identifiés, dont deux appartiennent aux milieux d'extrême droite. Ils étaient en état d'ébriété et ont probablement agi pour des motifs racistes.

Incendie intentionnel d'un centre pour requérants d'asile.

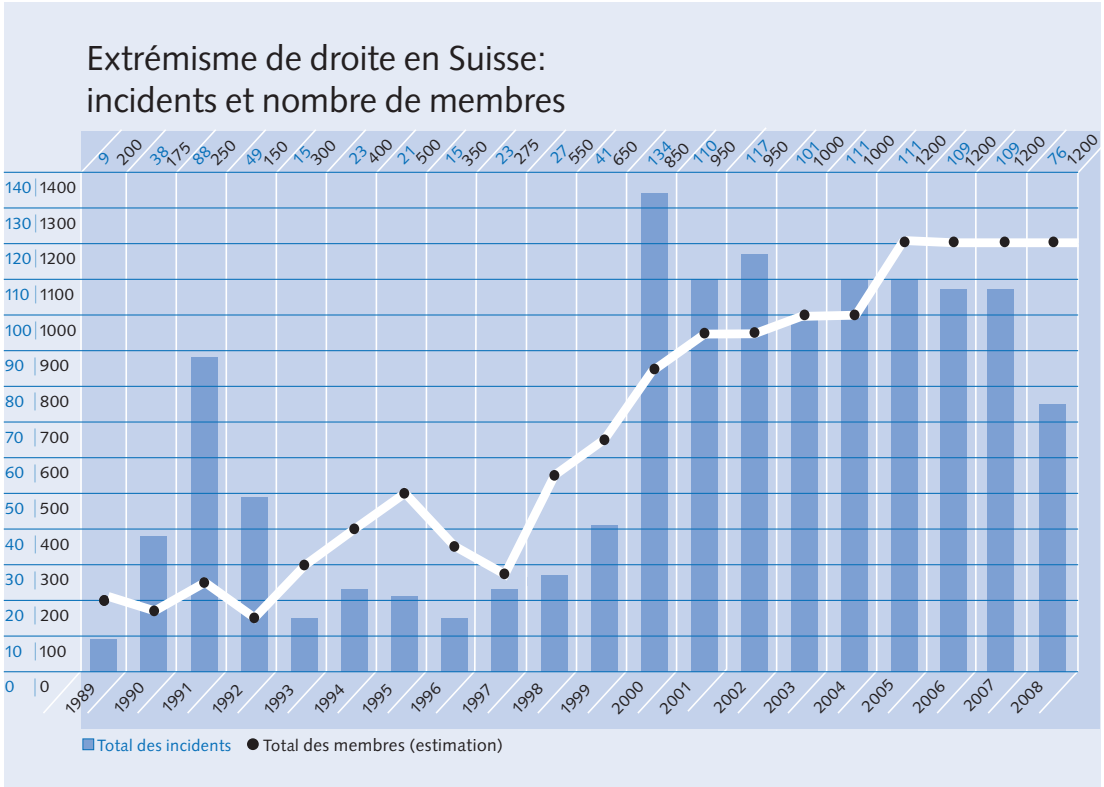
- Le 1er mai, une soixantaine de membres du Parti des Suisses nationalistes (PSN) a participé à un cortège qui avait été autorisé au dernier moment et à certaines conditions. La police a réussi à éviter toute confrontation du groupe avec d'autres manifestants.
- Le 24 mai, une vingtaine de personnes proches de B&H Suisse se sont réunies dans une clairière dans le canton de Schwytz afin de s'entraîner au combat. Elles ont été contrôlées.
- Le 26 juillet, des policiers ont voulu intervenir dans une confrontation opposant des extrémistes de droite à des passants. Un extrémiste de droite avait lancé des insultes à caractère raciste à un passant. Les extrémistes de droite s'en sont ensuite pris à la patrouille de police et ont blessé quatre policiers.
- Les festivités du 1er Août se sont déroulées dans le calme grâce aux importantes mesures préventives prises par les autorités et les organisateurs privés. Il a été possible d'éviter que des extrémistes de droite se rendent à la fête officielle sur le Grütli. Contrairement aux années précédentes, les milieux d'extrême gauche n'avaient pas organisé de contre-manifestation. Comme d'habitude, des extrémistes de droite ont organisé des manifestations dans les jours suivants la fête nationale. Le 3 août, quelque 300 sympathisants se sont réunis sur le Grütli pour fêter le 1er Août, suivant ainsi l'appel lancé par le PSN.

Les festivités du 1er Août se sont déroulées dans le calme.

- Dans la nuit du 20 au 21 septembre, un policier a été grièvement blessé et six autres personnes ont été légèrement blessées lors d'une rixe collective opposant des extrémistes de droite et des étrangers à Mauren dans la Principauté de Liechtenstein. Une dizaine d'extrémistes de droite suisses proches du groupe musical d'extrême droite Amok, qui s'étaient rendus sur place en minibus loué, ont également participé à cette bagarre. La police a déposé une plainte pénale contre deux de ces personnes, qui ont été condamnées à sept mois d'emprisonnement. Lors de la clôture de la rédaction du présent rapport, les autres procédures étaient pendantes.

Rixe collective dans la Principauté de Liechtenstein.

- Le 27 septembre, deux extrémistes de droite ont attaqué une communauté alternative de gauche située à Emmenbrücke. Ils ont entre autres utilisé du gaz lacrymogène.



Incidents et effectifs. Incidents imputables à des extrémistes de droite signalés à fedpol (sans les tags des vingt dernières années).

GRAPHIQUE DU SAP

Groupes

Le PSN reste, en Suisse, l'organisation d'extrême droite la plus active sur le plan politique. Les Hammerskins suisses (SHS) et B&H sont les organisations faîtières de deux courants opposés de l'extrême droite. Les membres de B&H se montrent souvent violents et entrent en conflit avec la loi. Dans leur ensemble, les milieux d'extrême droite comptent une trentaine de groupes différents, qui comprennent de un à plusieurs dizaines de membres.

PSN, SHS et B&H.

PSN

Le PSN est intrinsèquement lié à l'extrémisme violent; nombre de ses membres étaient durant l'année sous revue des skinheads actifs. Les skinheads entrent régulièrement en conflit avec la loi, surtout pour violation de la norme pénale contre la discrimination raciale, mais aussi pour lésions corporelles.

Groupe intrinsèquement lié à l'extrémisme violent.

Etant donné que le PSN a régulièrement fait les grands titres, mais négatifs, des médias, des changements ont été effectués à la tête de cette organisation à la fin 2007. Une section a été fermée et il a été prévu d'en ouvrir d'autres. Ainsi, une section a été fondée en février 2008 dans l'Emmental.

Fondation du groupe «National Socialiste Suisse»

En automne 2007, le groupe National Socialiste Suisse (NSS) a été fondé en Suisse romande. Composé d'une vingtaine de membres, il mène des activités à Genève et dans les environs. Il est prévu d'ouvrir de nouvelles sections dans le canton de Vaud et en Suisse alémanique. Les NSS ont publié jusqu'à présent au moins deux brochures au contenu relevant de l'extrémisme de droite. Ce groupe essaie, en autres par le biais d'Internet, de répandre ses vues extrémistes, racistes et xénophobes parmi autant de sympathisants que possible et de trouver de nouveaux adeptes. Actuelle-

Idéologie extrémiste, raciste et xénophobe.

ment, leur site Internet est examiné dans le cadre d'une procédure pénale.

Mouvements musicaux

L'attaque violente d'un bar à Fribourg par un groupe d'extrême gauche le 11 octobre 2008 démontre la difficulté croissante, aussi au sein même des groupes d'extrême droite et d'extrême gauche, à identifier les liens qui unissent différents styles de musique et idéologies. Un groupe appelé «Antifaschistische Aktion, Kommando nazifreie Subkultur» a revendiqué les faits sur Internet. Il affirme que non seulement la Dark-Wave mais aussi d'autres genres musicaux seraient infiltrés par des groupes néoconservateurs et néofascistes. Selon l'auteur du message de revendication, les extrémistes de droite essaient de s'approprier la symbolique et la rhétorique de gauche et d'ailleurs. Le mouvement gothique, qui se sert de symboles celtes et germaniques et qui, à l'instar du national-socialisme, leur redonne une signification néopaïenne valorisée, est lui-même fortement divisé quant à sa propre idéologie.

Attaque violente d'un bar à Fribourg par un groupe d'extrême gauche.

Uefa Euro 2008

Avant et pendant le championnat d'Europe de football Uefa Euro 2008, des interdictions d'entrée ont été prononcées, en Suisse, à l'encontre d'extrémistes de droite violents présumés, qui pour certains faisaient également partie des milieux du hooliganisme. L'observation des milieux d'extrême droite a été intensifiée durant la période précédant la manifestation sportive. Elle n'a toutefois pas démontré que des actions étaient planifiées durant le championnat de football. Les quelques infractions à l'ordre constatées pendant l'Uefa Euro 2008 ne présentaient pas de liens manifestes avec les milieux d'extrême droite.

Infractions à l'ordre sans lien manifeste avec les milieux d'extrême droite.

Extrémisme de droite en Europe

Les tendances et développements constatés en Europe sont également valables pour la Suisse, et ce depuis longtemps. Nulle part en Europe n'existe une tendance au terrorisme d'extrême droite. On observe par contre une intensification de la coopération au niveau international entre les extrémistes de droite. Les échanges constatés sont plutôt d'ordre personnel. Internet est devenu le principal moyen de diffuser la propagande d'extrême droite.

Pas de tendance au terrorisme d'extrême droite en Europe.

Dans certains pays, on constate que les femmes sont toujours plus nombreuses à rejoindre les rangs de l'extrême droite. Dans divers pays, les extrémistes de droite tentent d'atteindre leurs objectifs sans violence et légalement, par exemple au moyen d'activités politiques. Malgré tout, la violence des extrémistes de droite reste d'actualité et est entre autres visible lors des confrontations qui dégénèrent parfois entre les extrémistes de droite et de gauche et lors des agressions croissantes des membres de la police et d'autres autorités par des extrémistes de droite.

Les femmes sont toujours plus nombreuses à rejoindre les rangs de l'extrême droite.

Tous les pays européens concernés reconnaissent l'importance de la musique en tant que moyen de propagande et de recrutement et celle de la diffusion de l'idéologie d'extrême droite et d'idées racistes.

L'APPRÉCIATION

Plus d'assurance

D'une manière générale, les milieux d'extrême droite ont peu évolué ces dernières années. Les extrémistes de droite ont toutefois pris confiance en eux, craignent moins le public et tentent parfois de s'établir au niveau politique. Ils défendent de plus en plus leurs idées publiquement, adressent des demandes d'autorisation de manifester aux autorités et invoquent le respect des droits fondamentaux.

Les extrémistes de droite ont pris confiance en eux.

Leur engagement politique ne s'est pas limité à la thématique des étrangers. Ils ont également abordé des thèmes comme les abus commis sur les enfants, la mondialisation ou le 1er Mai en tant que journée de lutte pour les mouvements des travailleurs. Les actes de violence ont été davantage imputables à des jeunes skinheads, notamment à ceux qui sont proches de B&H. Les extrémistes de droite ont également été actifs sur le plan commercial en vendant du matériel

Infractions à la norme pénale contre la discrimination raciale.

relevant de l'extrême droite et en organisant des concerts. Des publications ont à nouveau enfreint la norme pénale contre la discrimination raciale. La planification d'activités est devenue plus secrète, tandis que les apparitions publiques du mouvement étaient plus affirmées et empreintes d'une plus grande agressivité à l'égard des forces de sécurité.

Conflits entre l'extrême droite et l'extrême gauche

Les conflits entre l'extrême droite et l'extrême gauche persistent. On constate une augmentation de l'agressivité de la part de l'extrême gauche. Des extrémistes de droite ont également participé aux festivités de la journée du travail, qui est traditionnellement importante pour les milieux d'extrême gauche.

L'ÉVOLUTION POSSIBLE

Importance croissante d'Internet

Internet a rendu facile l'accès à la musique d'extrême droite, ce qui a pour conséquence que les petits groupes également peuvent diffuser leur idéologie à large échelle. Internet représente un outil idéal pour les groupes d'extrême droite, qui cherchent à préserver leur anonymat dans le but d'agir de façon cachée, et gagnera certainement en importance.

Anonymat et discrétion sur Internet.

La violence propre à ces milieux notamment par rapport aux représentants d'autres courants et aux étrangers va probablement se maintenir.

Sur le plan politique, les extrémistes de droite vont probablement poursuivre leur engagement et tenter de renforcer leur influence.

4.2 Extrémisme de gauche

LA SITUATION

Nombre d'incidents

Le nombre d'incidents liés à l'extrême gauche est resté à un niveau élevé, même s'il a passé de 221 cas en 2007 à 214 en 2008, ce qui correspond à une baisse de 3%. Durant l'année sous revue, environ 51% de tous les incidents étaient accompagnés d'actes de violence contre des objets ou des personnes, alors que l'année précédente ce chiffre se montait à 57%. Cette diminution s'expliquerait par le déploiement important de forces de l'ordre lors de l'Uefa Euro 2008.

Principaux incidents survenus en 2008

- Le 19 janvier, 242 personnes ont été arrêtées à l'occasion de la manifestation nationale anti-WEF non autorisée. D'autres manifestations non autorisées contre le WEF ont été signalées à Zurich et à Bâle.
- Dans la nuit du 28 au 29 février, des extrémistes de gauche ont mis le feu à la voiture du chef de la Direction de la justice et de l'intérieur du canton de Zurich alors qu'elle était parquée devant son domicile. La grève de la faim entreprise par un extrémiste de gauche condamné pour meurtre a été invoquée pour expliquer cet acte; les dommages causés à la voiture, à la façade de la maison et au garage étaient de l'ordre de 100 000 francs.

Incendie intentionnel au domicile d'un conseiller d'Etat zurichois.

- Deux véhicules de la police cantonale et un véhicule de la police municipale ont été détruits lors d'un incendie intentionnel commis le 12 mars dans une carrosserie zurichoise. Les dommages matériels se sont montés à plusieurs centaines de milliers de francs.
- Suite au cortège officiel du 1er Mai, de violents débordements se sont produits à Zurich, au cours desquels la police a été attaquée et douze personnes blessées, dont deux grièvement, par un automobiliste qui roulait dans la foule. La police a arrêté 301 personnes. D'importants débordements ont également eu lieu à Lausanne, où 30 personnes ont été arrêtées.

Débordements violents à Zurich et à Lausanne le 1er Mai.

Voitures de luxe incendiées. L'attentat du 24 janvier 2008 dirigé contre le WEF a provoqué des dégâts matériels d'un montant de 400 000 francs.

PHOTO DE SOURCE POLICIÈRE

- Dans la nuit du 1er au 2 mai, des extrémistes de gauche ont mis le feu à une moto et à cinq voitures à Zurich, causant des dommages matériels de près de 100 000 francs.
- Les 3, 4 et 7 mai, trois postes de la police municipale zurichoise ont reçu des jets de peinture.
- A Zurich, quatre voitures ont été la cible d'un incendie intentionnel le 26 septembre, ce qui a provoqué des dommages matériels d'environ 150 000 francs; cette action était dirigée contre la politique menée en matière d'énergie nucléaire par une entreprise d'électricité.
- Le 11 octobre, une trentaine de personnes appartenant au milieu antifa alémanique ont attaqué un bar fribourgeois où devait se produire un groupe de musique gothique. Au cours de cette action bien organisée, tout le mobilier du bar et les instruments de musique présents ont été détruits et un policier dépêché sur les lieux a été légèrement blessé. En 2006 déjà, des personnes appartenant au mouvement gothique avaient été attaquées à la Reitschule de Berne par des activistes antifa, qui ont toujours plus tendance à prendre les sympathisants de ce mouvement pour des extrémistes de droite.

Attaque violente à Fribourg par un groupe d'extrême gauche.

- Les 14 et 16 novembre, le feu a été mis à deux véhicules à Zurich. Les graffiti trouvés à proximité de la première voiture incendiée indiquaient qu'il s'agissait d'une action de solidarité en faveur des personnes arrêtées pour avoir commis des actes de sabotage présumés le 11 novembre en France contre le réseau ferroviaire national. Un message de revendication a également été publié sur un site Internet d'extrémistes de gauche actifs en Suisse.

Deux grands événements non problématiques

Durant l'année sous revue, le WEF, organisé du 23 au 27 janvier à Davos, s'est déroulé sans incident notable comme les années précédentes. Le nombre de manifestations non autorisées était du même ordre que l'année précédente. Cependant, comme d'ordinaire, divers attentats ont eu lieu avant, pendant et après la manifestation, qui montrent que le potentiel de violence de ces milieux n'a pas diminué. Ces attentats ont provoqué des dégâts d'un total de plusieurs centaines de milliers de francs.

Nombre de manifestations non autorisées contre le WEF du même ordre que l'année précédente.

L'Uefa Euro 2008 s'est également déroulé de manière particulièrement calme. Outre diverses campagnes d'affichage dirigées contre la manifestation sportive et en particulier contre le dispositif et les mesures de sécurité mis en place pour cette occasion, peu d'actions liées à l'extrême gauche ont été signalées pendant le championnat. Le 31 mai, un engin pyrotechnique a été lancé contre le bâtiment abritant la police cantonale soleuroise. Cet attentat était dirigé contre le responsable de la sécurité durant l'Uefa Euro 2008. Le 25 juin, une action similaire a visé un local commercial d'un sponsor principal à Zurich.

Peu d'attentats liés à l'Uefa Euro 2008.

Violences à Zurich et à Lausanne

En 2008 également, Zurich a été le centre névralgique des principaux incidents liés à l'extrême gauche. Davantage d'attentats visant des postes de police ont été commis. En outre, une augmentation des jets de peinture et des incendies criminels dirigés contre des politiciens adoptant une attitude répressive face aux jeunes auteurs d'infractions a été constatée dans l'agglomération zurichoise. Les festivités du 1er Mai se sont à nouveau accompagnées de graves débordements. Des échauffourées ont également été signalées à Lausanne, où un milieu autonome violent se forme depuis 2007 à l'instar de ce que l'on ne connaissait auparavant qu'à Genève pour la Suisse romande.

Formation d'un milieu autonome violent à Lausanne.

Réseau international

Zurich a une importance particulière en tant que centrale de la RAS, qui est la responsable présumée non seulement de divers attentats mais qui organise aussi régulièrement des actions de soutien à des extrémistes de gauche emprisonnés. En 2008, il s'agissait surtout des membres des Brigades rouges italiennes qui comparaissaient devant les tribunaux depuis l'été et des activistes du groupe militant allemand (militante gruppe, mg), qui ont commis de nombreux attentats à Berlin.

Importance particulière de la RAS au sein du SRI.

Une opération policière menée contre des extrémistes de gauche en Belgique revêt une importance particulière car elle a considérablement affaibli le secrétariat central du SRI établi dans ce pays. Le SRI est une plate-forme de mise en réseau, de communication et d'action d'orientation marxiste-léniniste agissant dans toute l'Europe, qui entretient des liens avec les milieux terroristes d'extrême gauche. Cette opération a eu pour conséquence de renforcer l'influence du deuxième secrétariat central, qui est géré à Zurich par la section locale de la RAS, à savoir la RAZ. La RAZ, en tant qu'organisation moteur du SRI, a par là encore accru son influence sur l'extrémisme de gauche en Europe.

Le SRI, une plate-forme agissant dans toute l'Europe.

Procédure d'enquête contre des leaders d'extrême gauche

Le 1er juillet 2008, le Tribunal pénal fédéral à Bellinzone a décidé, à la demande du Ministère public de la Confédération, de lever les scellés sur les documents et supports de données de leaders d'extrême gauche. Le matériel en question avait été saisi le 6 mai 2008. La procédure était essentiellement dirigée contre des personnes soupçonnées d'avoir participé à de nombreux attentats au cours de la décennie précédente et, dans un cas, contre un individu considéré comme défenseur du «conflit armé» contre le système démocratique de l'Etat de droit. Ce soupçon est étayé par des traces d'ADN, la version imprimée d'un message de revendication retrouvé et le matériel pyrotechnique saisi.

«Conflit armé» contre le système démocratique de l'Etat de droit.

Journée du travail à Lausanne. D'importants débordements ont eu lieu, entraînant l'arrestation de 30 personnes. PHOTO DE SOURCE POLICIÈRE

Large palette de thèmes

Bien que les actions de solidarité menées en faveur d'extrémistes de gauche emprisonnés prennent une importance particulière notamment dans le cadre des activités du SRI, de nombreux autres sujets donnent toujours lieu à des revendications par les milieux d'extrême gauche.

Parmi ces autres sujets figure la lutte contre le fascisme (antifa), qui a occupé le premier plan en 2008 également. En plus des actions violentes comme l'attaque bien organisée d'un bar fribourgeois supposé être fréquenté par des extrémistes de droite, les moyens techniques modernes jouent un rôle toujours plus important. Ainsi, 241 extrémistes de droite présumés ont été photographiés alors qu'ils participaient à la commémoration annuelle de la bataille de Sempach et leurs photographies ont été publiées sur Internet. Le piratage de sites et de forums Internet de droite prend une importance croissante.

Lutte contre le fascisme.

Les milieux d'extrême gauche ont en outre coutume de reprendre spontanément des thèmes pour leur compte. Ils se sont par exemple servis des troubles déclenchés en Grèce par le décès violent d'un jeune en décembre et qui ont duré plusieurs semaines pour commettre des attentats et pour organiser des manifestations non autorisées en Suisse aussi.

Les milieux d'extrême gauche reprennent des thèmes choisis spontanément.

Mobilisation contre l'énergie nucléaire et le système financier

Les autres thèmes ayant gagné en importance durant l'année sous revue sont l'énergie nucléaire et la crise financière, qui possèdent tous deux un fort potentiel de recrutement et de mobilisation. Manifestement, les milieux d'extrême gauche s'efforcent d'instrumentaliser le thème de l'énergie nucléaire comme ils le faisaient il y a dix ans avec la critique de la mondialisation. Il en va de même pour la crise financière qui alimente chez de nombreux extrémistes de gauche l'espoir que l'ère du capitalisme touche à sa fin. Durant l'année sous revue, leurs activités se sont toutefois limitées à quelques actions ciblant des banques suisses et des intérêts de l'économie nucléaire.

Fort potentiel de recrutement et de mobilisation.

L'APPRÉCIATION

Potentiel de violence inchangé

L'année sous revue était particulière, dans le sens qu'un dispositif de sécurité assez important a été mis en place durant plusieurs semaines en raison de l'Uefa Euro 2008. Cette mesure considérée comme de la «répression» a exercé un effet dissuasif sur les extrémistes de gauche. S'agissant du WEF, on a constaté à nouveau une baisse du potentiel de mobilisation des opposants modérés.

Cependant, le potentiel de violence des milieux d'extrême gauche est resté élevé durant l'année sous revue. On a pu observer un intérêt renforcé pour l'énergie nucléaire et la crise financière sans toutefois pouvoir constater une baisse dans les domaines de l'antifascisme et de la solidarité avec les autres extrémistes de gauche qui seraient poursuivis pénalement. Dans toute la Suisse mais aussi dans toute l'Europe, la RAS et en particulier sa principale section à Zurich (RAZ) ont pris de l'importance.

La RAS et la RAZ prennent de l'importance en Europe.

L'ÉVOLUTION POSSIBLE

Instrumentalisation possible

Le potentiel de mobilisation des opposants à la mondialisation a continué de décroître. En revanche, la crise financière offre une base idéale au changement, du point de vue des extrémistes de gauche. A l'instar de l'opposition violente à l'énergie nucléaire, ce thème devrait gagner en ampleur. Les milieux d'extrême gauche s'efforceront d'instrumentaliser la crise financière en faveur de leurs propres objectifs. On n'a pas observé de tendance au terrorisme.

Baisse du potentiel de mobilisation des opposants à la mondialisation.

4.3 Groupes d'Europe du Sud-est

LA SITUATION

Déclaration d'indépendance du Kosovo

Durant l'année sous revue, la situation au Kosovo a été marquée par la déclaration d'indépendance du Kosovo le 17 février 2008 et les événements qui l'ont entourée. La Constitution du Kosovo est entrée en vigueur le 15 juin 2008. Largement inspirée des prescriptions de la communauté internationale, elle se base sur le plan Ahtisaari, qui prévoit de continuer à accueillir une présence internationale civile et militaire. La Constitution moderne garantit de nombreux droits aux minorités, notamment aux Serbes du Kosovo. Dans l'ensemble, la situation est restée calme, mais elle était tendue dans le nord du Kosovo et dans les régions où sont établis des Serbes.

Situation calme dans l'ensemble.

Depuis la déclaration d'indépendance, la situation se caractérise de manière générale par des actions politiques, diplomatiques et violentes de la part des Serbes du Kosovo et par une

certaine passivité du côté des Albanais du Kosovo. Du côté serbe, l'indépendance du Kosovo a immédiatement été considérée comme illégale et déclarée non valable. Belgrade a concentré ses efforts dans le but de se défendre aux niveaux juridique et politique contre cette déclaration. Néanmoins, des Serbes du Kosovo ont perpétré de nombreuses actions violentes, auxquelles les Albanais du Kosovo n'ont pas réagi.

Situation en Suisse

Le Conseil fédéral a décidé le 27 février 2008 de reconnaître l'indépendance du Kosovo. Du côté de la diaspora serbe et kosovare, des manifestations publiques ont eu lieu suite à la déclaration d'indépendance et à la reconnaissance de cette indépendance par la Suisse. Plusieurs milliers d'Albanais du Kosovo ont célébré l'événement de manière spontanée ou participé à des manifestations officielles tandis que la diaspora serbe a organisé quatre actions de protestation, qui ont rassemblé bien moins de participants que prévu. Les manifestations se sont déroulées sans incident particulier et, à l'exception de quelques actes de provocation sans importance, il n'y a pas eu de confrontations interethniques ou violentes.

Manifestations sans incidents notoires.

L'APPRÉCIATION

Caractère décisif de la situation dans la région d'origine

Le comportement de la diaspora de souche albanaise et de la diaspora serbe reste étroitement lié à l'évolution de la situation politique en Europe du Sud-est. Jusqu'à présent, la sécurité intérieure de la Suisse n'a été que faiblement touchée par le potentiel de violence de ces communautés; elle l'est tout au plus par des actions isolées. Il convient toutefois de signaler des actions commises par des personnes proches des groupes extrémistes violents et pour lesquelles la Suisse sert de base de financement et de base logistique.

La sécurité intérieure de la Suisse tout au plus compromise par des actions isolées.

Débordements à Mitrovica. Véhicule de l'ONU en feu durant les débordements opposant des Serbes aux forces de l'ordre le 17 mars 2008. PHOTO KEYSTONE

L'ÉVOLUTION POSSIBLE

Luttes de pouvoir inévitables?

La déclaration d'indépendance n'a pas résolu la question de l'intégrité territoriale ni les grands problèmes sociaux et économiques. Outre les tensions interethniques persistantes, les luttes de pouvoir politiques pourraient s'intensifier et amener à une radicalisation de la société des Albanais du Kosovo. A moyen terme, des tendances semblables pourraient également se manifester dans la diaspora de souche albanaise présente en Suisse. L'ouest de la Macédoine et le sud de la Serbie sont confrontés aux mêmes types de problèmes.

4.4 Groupes kurdes et turcs

LA SITUATION

Combats persistants en Turquie

En Turquie, le conflit kurde a continué de se renforcer. En février 2008, l'armée turque a mené dans le nord de l'Irak la plus grande offensive terrestre depuis une dizaine d'années contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Dans le même temps, elle a renforcé ses interventions aériennes contre les combattants kurdes dans le nord de l'Irak. De leur côté, les rebelles kurdes ont réagi par des attaques visant des infrastructures civiles comme les oléoducs et les postes-frontières de l'armée turque depuis le territoire irakien. Le 8 octobre, le Parlement turc, à une grande majorité, a prolongé d'un an l'autorisation donnée à l'armée de lutter contre le PKK sur sol irakien. Cette autorisation avait été accordée pour la première fois en 2007 et devait arriver à échéance le 17 octobre 2008. Avant et après cette décision, une série d'attentats a été perpétrée par les Kurdes à l'encontre des forces de sécurité turques, tuant plusieurs personnes. Des confrontations opposant des Turcs et des Kurdes ont eu lieu à différents endroits en Turquie. En août 2008 déjà, le PKK avait décidé de poursuivre le conflit armé lors de son Congrès du peuple du Kurdistan, qui s'était déroulé dans le nord de l'Irak.

Lutte contre le PKK sur sol irakien.

Enlèvement d'alpinistes allemands

Le 8 juillet 2008, trois alpinistes allemands ont été enlevés dans un camp de base sur le mont Ararat situé à la frontière entre la Turquie et l'Iran. Les auteurs de l'enlèvement sont supposés être des combattants du PKK. L'enlèvement était probablement lié à la fermeture survenue mi-juin d'une plate-forme de production de la chaîne de télévision kurde Roj-TV en Allemagne. Les personnes enlevées ont été libérées par leurs ravisseurs après douze jours.

Série d'attentats en Suisse et en Europe

La série de manifestations et d'attentats s'est poursuivie en Suisse et en Europe durant l'année sous revue, en particulier de la mi-octobre à la mi-novembre. Le PKK a agi, notamment dans le cas des incendies commis en automne, en réaction aux mauvais traitements supposés être infligés à Öcalan, le chef du PKK emprisonné, et au nouveau renforcement des opérations de l'armée turque contre le PKK dans le nord de l'Irak. Les attentats perpétrés en Suisse visaient principalement des intérêts turcs. Suite à divers messages de revendication en Suisse et à l'étranger et à d'autres menaces d'attentats, ces incidents ont entre-temps pu être attribués au PKK et à ses organisations apparentées. Afin d'éviter une escalade de violence en Suisse, le Conseil fédéral a décidé en novembre d'appliquer des mesures visant à limiter encore plus les activités du PKK et de ses organisations apparentées en Suisse, notamment les collectes de fonds. Outre la propagande et les collectes de fonds effectuées par le PKK, on a constaté que c'étaient surtout des jeunes qui étaient recrutés et formés pour se battre en Turquie, comme dans les années 90.

Attentats perpétrés en Suisse visant principalement des intérêts turcs.

Principaux incidents survenus en 2008

- Une manifestation non autorisée organisée par des Kurdes dirigée contre une journée informative et culturelle initiée par l'ambassade de Turquie a donné lieu, le 4 mai à Berne, à des altercations entre des Kurdes et des Turcs et à des confrontations entre les participants à la manifestation et la police.
- Les confrontations violentes attendues durant l'Uefa Euro 2008 n'ont pas eu lieu. A Bâle en revanche, des Kurdes s'en sont pris à des commerçants turcs.
- De la mi-octobre à la mi-novembre 2008, une série d'attentats dirigée notamment contre des cafés, des locaux associatifs et des agences de voyage turcs a été commise. Il s'agissait principalement d'incendies intentionnels, qui ont fait un blessé grave à Bâle.

Important besoin financier

Comme d'autres groupes extrémistes violents étrangers impliqués dans leurs pays d'origine dans un conflit armé, le PKK nécessite des sommes importantes. Il finance ses structures en Europe et en Turquie essentiellement par des

collectes de fonds, des cotisations et la vente de publications aux membres de la diaspora. Le montant des fonds à percevoir est fixé par région et pour une période donnée par la centrale suprarégionale du PKK. Les sommes transférées à l'étranger peuvent être constituées tant de dons à des fins humanitaires que de versements de soutien à des fins politiques en faveur de membres influents du PKK.

Collectes de fonds, cotisations et vente de publications.

L'APPRÉCIATION

Caractère décisif de la situation dans la région d'origine

La situation en Suisse dépend toujours des événements en Turquie et de l'attitude de l'armée turque envers les rebelles dans le nord de l'Irak. Le comportement du PKK en et hors Turquie montre que cette organisation n'aspire pas à la fin des hostilités. Par ses actes, le PKK peut infliger des coups douloureux à l'Etat turc; du point de vue stratégique, il s'est toutefois retranché dans une position défensive.

Le PKK retranché dans une position défensive sur le plan stratégique.

Par ses actions de protestation, le PKK continue, en dehors de la Turquie, à essayer d'attirer l'attention du public sur la situation dans la zone de conflit et sur l'incarcération d'Öcalan. En Turquie, il se sert du conflit armé pour faire pression sur le gouvernement. Les attentats violents commis durant l'année sous revue indiquent que des sympathisants probablement jeunes et situés hors de Turquie saisissent des moyens d'action plus violents, s'opposant ainsi à la stratégie du PKK.

Cocktail Molotov à Bâle. Le 18 octobre 2008, un incendie criminel perpétré dans un café turc a fait un blessé. PHOTO DE SOURCE POLICIÈRE

L'ÉVOLUTION POSSIBLE

Potentiel de violence inchangé

A moyen terme, aucune solution au conflit ne se laisse entrevoir. Les groupes turcs et kurdes conservent en Suisse un fort potentiel de mobilisation et de violence. Des groupes kurdes composés en majorité de jeunes tendent toujours plus à employer des moyens plus agressifs pour attirer l'attention sur la situation et son évolution en Turquie. Un événement comme la mort d'Abdullah Öcalan pourrait entraîner une vague de protestation et des occupations de locaux dans toute l'Europe comme cela s'était produit à plusieurs reprises dans les années 90. Le cas échéant, des attentats visant des intérêts turcs seraient susceptibles de se produire. Les attentats du PKK en Turquie ne visent pas en priorité les intérêts suisses. La reprise des attentats prenant pour cible des sites touristiques en Turquie reste possible.

A moyen terme, aucune solution au conflit n'est en vue.

4.5 Extrémisme violent tamoul

Tract pour une manifestation des LTTE. La manifestation organisée à des fins de propagande a eu lieu le 5 juillet 2008 à Berne; le tract montre entre autres le chef des LTTE Velupillai Prabhakaran.

PHOTO DE SOURCE POLICIÈRE

LA SITUATION

Guerre civile au Sri Lanka

En janvier 2008, l'accord de cessez-le-feu conclu six ans auparavant entre les LTTE et le gouvernement sri-lankais a été officiellement dénoncé par ce dernier. L'offensive militaire qui s'en est suivie a eu pour conséquence un retranchement encore plus marqué des LTTE dans une position défensive ainsi qu'une reconquête étendue de territoires qui avaient été contrôlés des années durant par les LTTE. La guerre a détérioré la situation humanitaire au Sri Lanka, surtout dans les zones de combats situées dans le nord-est du pays, ce qui s'est répercuté sur le nombre de demandes d'asile en provenance de ce pays en Suisse. Leur nombre a en effet doublé par rapport à 2007.

Mesures prises par l'UE

Après de longues enquêtes qui ont été suivies au printemps 2007 par l'arrestation de représentants des LTTE de haut rang en France, une opération policière analogue s'est déroulée en juin 2008 en Italie. Une trentaine de ressortissants sri-lankais soupçonnés d'extorsion de fonds et de financement d'activités terroristes en faveur des LTTE ont été arrêtés. Selon les résultats de l'enquête, les responsables des LTTE en Italie entretenaient des liens étroits avec d'autres membres des LTTE dans toute l'Europe.

Opérations policières en France et en Italie.

En France, la chaîne de télévision des LTTE, Tamil Television Network (TTN), avait été fermée en 2007. Durant l'année sous revue, les LTTE ont essayé à plusieurs reprises mais sans succès de mettre sur pied une nouvelle chaîne de télévision dans des pays de l'UE, en Suisse également.

Propagande et collectes de fonds en Suisse

Parallèlement à l'aggravation de la guerre civile au Sri Lanka, les activités régulières de propagande des LTTE se sont renforcées en Suisse. Par exemple, une manifestation à laquelle ont participé près de 2000 personnes a eu lieu début juillet à Berne. A cette occasion, des affiches portant l'emblème des LTTE et le portrait du chef des LTTE Velupillai Prabhakaran ont été arborés par centaines. Une manifestation de l'association culturelle tamoule de Thurgovie a donné lieu à une glorification particulièrement martiale des LTTE en juin 2008. Dans le cadre d'une fête culturelle, un spectacle avait été organisé où des enfants portant des uniformes militaires et des vestes de combat des LTTE, munis de lance-roquettes et de fusils factices qu'ils avaient confectionnés eux-mêmes, imitaient la guerre civile.

Augmentation des activités régulières de propagande.

Durant le deuxième semestre, les actions de propagande se sont à nouveau intensifiées, nombre de rencontres n'étant pas organisées directement par les LTTE mais par des organisations apparentées comme le Forum Tamouls Suisse. Il s'est agi la plupart du temps de mani-

festations privées ou de manifestations publiques autorisées par les autorités, censées attirer l'attention du public sur la situation des Tamouls au Sri Lanka. Des collectes de fonds ont été régulièrement effectuées lors de ces manifestations destinées aux participants tamouls. Les organisateurs ont présenté vis-à-vis de l'extérieur ces collectes comme étant des actions humanitaires destinées aux Tamouls ayant souffert de la guerre. La question de l'utilisation effective des sommes ainsi réunies n'a pas trouvé réponse.

Utilisation effective des sommes inconnue.

Violence croissante dans la diaspora tamoule

En 2008, une augmentation des incidents violents a été constatée au sein de la diaspora tamoule par rapport à l'année précédente. Par exemple, une manifestation des LTTE qui a eu lieu à Bâle en juillet a dégénéré en bagarre collective parmi les participants tamouls. Fin août, plusieurs incidents violents opposant des jeunes Tamouls de la région de Soleure ont été enregistrés et fin septembre, des confrontations ont eu lieu à Zurich entre des Tamouls à l'occasion desquelles des couteaux et un fusil de petit calibre ont été utilisés. Les indices n'ont pas permis de déterminer si des motifs politiques sous-tendaient ces incidents. Une manifestation anti-LTTE qui a rassemblé à Berne début septembre quelque 500 participants tamouls provenant pour certains de l'étranger s'est déroulée dans le calme.

Bagarre collective et confrontations.

L'APPRÉCIATION

Pression toujours plus forte sur la diaspora tamoule

La situation des LTTE au Sri Lanka a exposé la communauté tamoule de Suisse à la pression croissante de l'antenne des LTTE. Le nombre croissant d'actions de propagande des LTTE indique qu'un contrôle plus étroit est exercé sur les Tamouls sri-lankais vivant en Suisse, car elles visent également à les discipliner et à les surveiller. Ces actions s'accompagnent en outre de demandes directes visant à faire parvenir de l'argent aux LTTE.

Drapeaux des LTTE et affiches du portrait de Prabhakaran. A Berne, la manifestation autorisée du 5 juillet 2008 s'est déroulée pacifiquement.

PHOTO DE SOURCE POLICIÈRE

L'ÉVOLUTION POSSIBLE

Aggravation de la situation

Si la situation devait continuer à s'aggraver au Sri Lanka, les incidents violents au sein de la diaspora tamoule et les manifestations d'humeur des Tamouls de Suisse opposés aux LTTE pourraient augmenter. La pression sur les LTTE dans les pays limitrophes de la Suisse accroît l'attractivité de cette dernière aux yeux des activistes des LTTE. Il faut par conséquent s'attendre à une présence renforcée des dirigeants des LTTE, accompagnée d'une augmentation des manifestations privées et officielles des LTTE. Au cas où les LTTE augmenteraient leurs activités en Suisse, il conviendrait d'empêcher les confrontations entre leurs opposants et leurs sympathisants.

Présence probablement renforcée des dirigeants des LTTE en Suisse.

4.6 Financement du terrorisme et de l'extrémisme

LA SITUATION

Situation en Suisse

L'Europe et par là également la Suisse demeurent pour les groupes extrémistes violents et terroristes une zone permettant de financer leurs activités et leurs infrastructures. Plusieurs personnes appartenant à l'entourage de l'Organisation des moudjahidines du peuple iranien (OMPI) ont ainsi été arrêtées lors d'une opération conjointe des autorités suisses et françaises le 26 septembre 2008. Ces personnes étaient soupçonnées de blanchir de l'argent au profit de l'OMPI. Toutefois, le nombre de communications de soupçons liées au financement présumé du terrorisme devant être transmises aux autorités par les prestataires de services financiers suisses est resté faible cette année encore pour la troisième fois consécutive. Décédé, le seul Suisse inscrit sur la liste de sanctions de l'ONU a été radié de cette liste en mai 2008.

Le seul Suisse inscrit sur la liste de sanctions de l'ONU en a été radié.

Collectes de fonds

Les activités de quelques organisations humanitaires établies en Europe et en Suisse, qui collectent des fonds prioritairement à des fins d'utilité publique mais qui transfèrent ensuite leurs recettes à l'étranger dans le but de financer l'infrastructure ou les activités de groupes terroristes contrairement au but affiché, restent importantes du point de vue du financement du terrorisme. Prises isolément, il s'agit de sommes relativement petites mais, additionnées, elles peuvent être conséquentes.

Fonds collectés prioritairement à des fins d'utilité publique.

Versement à l'étranger

Dès que de l'argent est transféré à l'étranger, il devient presque impossible de retracer son parcours et d'identifier sa réelle utilisation. D'autres méthodes de versement rendent en outre presque impuissantes les mesures prévues pour lutter contre les flux d'argent d'origine terroriste. Ces méthodes sont par exemple le système de l'hawala, le recours à des commissionnaires chargés du transport de l'argent ou les paiements par Internet comme ceux proposés par les instituts offrant des prestations bancaires en ligne, qui sont de plus en plus utilisés.

Impossibilité d'identifier la réelle utilisation.

L'APPRÉCIATION

Pas de succès durable

La Suisse ne joue toujours pas de rôle central en tant que zone de repli ou de plate-forme financière pour des individus ou des groupes finançant ou soutenant des activités terroristes ou extrémistes violentes. Les enquêtes concernant des cas de financement du terrorisme et de l'extrémisme restent complexes d'autant plus que les auteurs de ce type d'infraction se montrent flexibles, se servent de plus en plus de méthodes de versement difficilement retraçables et agissent au sein de réseaux internationaux comme l'illustre l'exemple de l'OMPI. Les mesures de lutte contre ce phénomène prises dans le secteur financier conservent une grande importance dans le domaine de la prévention également.

La Suisse ne joue pas de rôle central.

Sanctions financières de plus en plus critiquées

La stratégie adoptée jusqu'ici par la communauté internationale, qui consiste à appliquer des sanctions financières internationales contre les personnes soupçonnées de soutenir le terrorisme, est de plus en plus critiquée. L'inscription et la radiation sur des listes de sanction dans le but de geler les moyens financiers des personnes concernées ou de les remettre à disposition sont considérées comme problématiques. Les reproches adressés à ces méthodes sont divers: manque de transparence, impossibilité de faire recours en cas d'inscription sur une liste et difficulté à être radié de la liste. La Suisse s'est engagée face à l'étranger à contribuer à l'amélioration de ces procédures.

La Suisse est favorable à l'amélioration des procédures.

L'ÉVOLUTION POSSIBLE

Augmentation des méthodes informelles de versement d'argent

En raison de la coopération existant entre les différents acteurs des secteurs du renseignement, de la police et de l'économie privée, il est peu probable que la place financière suisse connaisse une augmentation des abus dans le domaine du financement du terrorisme et de l'extrémisme. Il faut plutôt s'attendre à ce que des systèmes informels soient de plus en plus utilisés pour les transferts d'argent, notamment les commissionnaires chargés du transport de l'argent. L'ordonnance sur le contrôle du trafic transfrontière de l'argent liquide entrera en vigueur le 1er mars 2009. Elle prévoit que les personnes assujetties à l'obligation de déclarer doivent, au sens de la loi sur les douanes, communiquer des renseignements aux douaniers qui le leur demandent sur leur personne, l'importation, l'exportation et le transit de sommes d'argent en espèces d'un montant d'au moins 10 000 francs ou d'une valeur équivalente en cas de devise étrangère, sur l'origine et l'utilisation de cet argent et sur l'ayant droit économique. En cas de soupçon de blanchiment d'argent ou de financement du terrorisme, le bureau de douane doit aussi pouvoir exiger des enseignements lorsque le montant en espèces est inférieur à 10 000 francs ou un montant équivalent dans une autre devise. ■

A moyen terme, pas d'augmentation des abus sur la place financière suisse.

5. Service de renseignements prohibé

LA SITUATION

Cibles d'espionnage

Différentes procédures de police judiciaire menées en Europe et aux Etats-Unis en 2008 montrent que certains Etats se sont procuré des informations sur la recherche scientifique dans d'autres pays par le biais de leurs services de renseignements. Leurs motivations étaient de nature économique. Par ailleurs, plusieurs services de renseignements étrangers ont tenté d'obtenir des informations secrètes ou confidentielles concernant des organisations internationales, l'OTAN et l'UE, et ont tenté de surveiller à l'étranger des opposants au régime de leur pays. Enfin, de nombreux services ont eu recours à l'espionnage pour obtenir des données sur les places financières d'autres pays en matière fiscale.

Espionnage militaire, politique et industriel.

Outre l'espionnage militaire et politique, les services de renseignements étrangers ont fréquemment eu recours, en Suisse, au renseignement économique prohibé durant l'année sous revue.

Principaux incidents survenus en 2008

- En septembre, un ancien haut fonctionnaire du Ministère estonien de la défense a été arrêté en Estonie pour espionnage en faveur de la Russie. Le prévenu, qui avait été embauché par un service de renseignements pendant l'ère soviétique, avait notamment accès à des informations secrètes de l'OTAN et de l'ONU.
- Le Service fédéral de renseignement allemand (Bundesnachrichtendienst, BND) a versé plus de quatre millions d'euros à un informateur en échange de données appartenant à une banque liechtensteinoise. Ces données devaient permettre la poursuite pénale de ressortissants allemands soupçonnés de fraude fiscale.
- Dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme, l'Agence américaine de renseignement (Central Intelligence Agency, CIA) accède aux données de transactions financières transitant par la Society of Worldwide Interbank Financial Telecommunication (Swift). Les données financières suisses sont également concernées.

Mise au point d'armes de destruction massive

Les organismes de recherche et les entreprises actives dans le domaine de la technologie de pointe – notamment des PME – constituent toujours une cible privilégiée pour les pays qui souhaitent faire avancer leurs programmes d'armes de destruction massive. Etant donné que de tels programmes sont proscrits et font l'objet d'une surveillance internationale, les pays en question ont recours à l'espionnage afin de s'approprier des connaissances de base ainsi qu'un savoir-faire directement applicable à la production de ces armes.

Les organismes de recherche et les entreprises suisses sont des cibles potentielles.

Méthodes d'espionnage

Les services de renseignements étrangers utilisent diverses méthodes d'espionnage. Ils travaillent toujours avec des moyens traditionnels comme les boîtes aux lettres vivantes ou mortes, la communication radio, le renseignement dit Human Intelligence (Humint), le débauchage et le recrutement d'informateurs, ainsi que le matériel électronique de pointe de la Signal Intelligence (Sigint) et de la Communication Intelligence (Comint). Le piratage de réseaux informatiques, l'utilisation de téléphones portables comme dispositifs d'écoute et les recherches sur Internet font partie des méthodes d'espionnage modernes.

Moyens traditionnels et modernes du service de renseignements prohibé.

En Suisse, les officiers des services de renseignements étrangers réussissent souvent à approcher des responsables de tous les domaines en se faisant passer pour des diplomates ou des journalistes. Ils peuvent ainsi rassembler des informations de base et contacter des personnes sans éveiller de soupçons. Les officiers des services de renseignements étrangers se rendent souvent à des événements publics et se tiennent à l'affût de toute personne détenant des informations: les personnes travaillant dans le milieu de la diplomatie sont des cibles de choix. Les traducteurs et les interprètes sont également jugés intéressants, étant donné qu'ils ont accès à des données confidentielles; les stagiaires et les doctorants sont quant à eux en mesure de récolter des informations précieuses.

L'officier du service de renseignements noue avec la personne cible une relation basée sur la confiance, voire la dépendance. Au départ, il se contente de glaner des informations non confidentielles et accessibles au public. Les petits cadeaux et les invitations entretenant l'amitié, la personne cible livre de plus en plus d'informations confidentielles. La relation de confiance est entretenue et approfondie jusqu'à ce que la personne cible finisse par livrer des informations secrètes. Elle atteint alors le point de non-retour: l'officier lui fait comprendre qu'elle a livré des informations interdites et en profite pour la faire chanter. Si la personne cible accepte de l'argent de la part de l'officier, cela contribue particulièrement à la compromettre et renforce le lien de dépendance.

Etablissement progressif d'une relation de confiance et de dépendance.

Les services de renseignements peuvent aussi créer eux-mêmes des occasions d'exercer un chantage. Ainsi, dans certains Etats, les personnes cibles se voient reprocher des infractions. Ces reproches peuvent être fondés ou non, à l'occasion par exemple d'un accident de circulation. Le service de renseignements propose alors son aide en échange d'une collaboration et de certaines informations. Ces éléments de chantage peuvent également être obtenus en surveillant la personne et en rassemblant des informations compromettantes, par exemple sur des aventures amoureuses, des relations extraconjugales ou des pots-de-vin acceptés.

Moyens de pression.

L'APPRÉCIATION

Organisations multilatérales

Les processus décisionnels d'organisations multilatérales dans les domaines de la sécurité et de la politique économique sont la cible de services de renseignements prohibés. Pour ce qui est de l'obtention des informations, les méthodes traditionnelles jouent toujours un rôle décisif.

Intérêts scientifiques et économiques en Suisse

L'intérêt des services de renseignements étrangers pour la Suisse en tant que site d'implantation privilégié pour les entreprises et les instituts scientifiques spécialisés dans les technologies de pointe n'a pas diminué au cours de l'année sous revue. Par ailleurs, les services de renseignements étrangers s'intéressent également à la Suisse du fait qu'elle accueille de nombreuses organisations internationales sur son sol, qu'elle est une place financière importante et qu'elle joue un rôle central dans le commerce de matières premières. L'un des indicateurs de cette tendance est l'augmentation du nombre d'interdictions d'entrée prononcées contre des personnes bénéficiant du statut diplomatique en 2008.

La Suisse en tant que site d'implantation pour de nombreuses organisations internationales.

Recherche d'opposants au régime

Les adversaires ou opposants à des régimes étrangers qui se sont établis en Suisse constituent une cible pour les services de renseignements de leur pays d'origine. Ce cas de figure concerne surtout des pays dans lesquels la liberté d'expression et la liberté de la presse sont restreintes et qui disposent des ressources nécessaires pour poursuivre leurs opposants dans le monde entier. La Suisse héberge de nombreux opposants politiques étrangers, qui sont arrivés en Suisse notamment en tant que réfugiés.

L'ÉVOLUTION POSSIBLE

Concurrence mondiale

Dans le contexte de la concurrence économique mondiale, des Etats recourent entre autres à des moyens illégaux pour s'approprier des connaissances. Ils obtiennent ainsi un avantage par rapport à d'autres pays sans avoir à porter les coûts de la recherche et du développement d'un produit. Le renseignement économique étatique est pratiqué de manière offensive essentiellement par les Etats qui exercent un fort contrôle sur leur économie. Les entreprises suisses les plus menacées sont celles qui possèdent des succursales ou des infrastructures de recherche dans ces pays à risque. La Suisse en tant que place financière est également touchée par ce problème.

Les entreprises suisses possédant des succursales dans les pays à risque sont les plus menacées.

Surveillance de mouvements d'opposition étrangers

Lorsqu'un conflit s'aggrave dans le pays d'origine de groupes d'opposants établis en Suisse, il existe un risque accru que des services de renseignements étrangers les observent et tentent de les influencer.

Protection insuffisante des données

Si les collaborateurs actifs dans le domaine de l'administration, de l'économie, de la recherche et de la politique ne veillent pas à protéger suffisamment leurs données, ces dernières risquent de se retrouver entre les mains de services de renseignements étrangers. Une telle faille peut causer des dommages considérables et avoir des conséquences à long terme.

6. Prolifération

LA SITUATION

Iran

Comme au cours des années précédentes, l'Iran a ignoré en 2008 les appels du Conseil de sécurité de l'ONU à cesser ses activités d'enrichissement de l'uranium. Dans son dernier rapport, l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) reste sceptique quant au programme nucléaire de l'Iran. Elle déplore en particulier que l'Iran ne soit pas disposé à répondre de manière transparente aux questions concernant son programme nucléaire et à œuvrer pour une solution commune. En juillet et novembre 2008, l'Iran a testé la version améliorée du missile à moyenne portée Shahab-3 ainsi que le Sejil, un nouveau missile sol-sol. Ces deux missiles peuvent être armés avec des têtes non conventionnelles.

L'AIEA reste sceptique quant au programme nucléaire de l'Iran.

Corée du Nord

En octobre 2008, la Corée du Nord a annoncé son intention de remettre en service ses usines de retraitement du plutonium. Cependant, Pyongyang a consenti dès la mi-octobre à un compromis avec les Etats-Unis: le gouvernement américain acceptait de retirer la Corée du Nord de sa liste des Etats soutenant le terrorisme si cette dernière admettait à nouveau des inspecteurs de l'AIEA sur son territoire et acceptait de reprendre les travaux de démantèlement de ses installations nucléaires. Une grande partie de ces sites nucléaires ont déjà été désactivés en application de l'accord de dénucléarisation signé en 2007 avec la Corée du Sud, les Etats-Unis, la Chine, la Russie et le Japon.

Interruption des travaux de démantèlement des installations nucléaires.

Accord de coopération nucléaire entre les Etats-Unis et l'Inde

Le 10 octobre 2008, les Etats-Unis et l'Inde ont signé un accord de coopération nucléaire civil autorisant les entreprises américaines à vendre du matériel et des technologies nucléaires à usage civil à l'Inde. L'Inde s'est quant à elle déclarée disposée à ouvrir les portes de ses installations nucléaires civiles aux inspecteurs internationaux. Elle s'est par ailleurs engagée à continuer de respecter le moratoire sur les essais nucléaires. Cet accord met fin à trente ans d'interdiction d'exportation de technologies nucléaires vers l'Inde.

Enquêtes et procédures pénales en rapport avec la Suisse

La procédure ouverte en automne 2004 contre l'antenne suisse du réseau illégal de transfert de technologie nucléaire dirigé par Abdul Qadeer Khan s'est poursuivie en 2008. Au moment de la clôture de la rédaction du présent rapport, aucune mise en accusation n'avait encore été prononcée. Plusieurs membres du réseau ont en revanche été condamnés à l'étranger. Il s'agissait de deux personnes actives dans les affaires et originaires des Pays-Bas, d'un chef d'entreprise vivant en Grande-Bretagne, ainsi que d'un chef d'entreprise allemand qui agissait depuis la Suisse et qui avait été extradé vers l'Allemagne en juin 2005.

Antenne suisse du réseau de transfert de technologie nucléaire dirigé par Abdul Qadeer Khan.

Pendant l'année sous revue, fedpol (PJF) a par ailleurs enquêté sur des exportations illégales d'armes et de munitions en direction de l'Asie centrale et du Proche-Orient impliquant des entreprises suisses ou des hommes d'affaires établis en Suisse.

L'APPRÉCIATION

Iran

Téhéran ne s'est pas montré plus disposé qu'auparavant à coopérer avec l'AIEA concernant son programme nucléaire pendant l'année sous revue. Dans le cadre des réunions des Six – comprenant les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, plus l'Allemagne – la pression politique a augmenté malgré les réserves exprimées à plusieurs reprises par la Chine et la Russie quant à de nouvelles sanctions. Quant à la Suisse, ses contrôles de sécurité concernant l'exportation de biens à double usage sont conformes aux résolutions 1737 (2006), 1747 (2007) et 1803 (2008) du Conseil de sécurité de l'ONU.

Contrôles des exportations conformes aux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Corée du Nord

Malgré le nouveau compromis trouvé récemment avec les Etats-Unis et sa radiation de la liste

des Etats soutenant le terrorisme, la Corée du Nord reste un Etat actif dans le domaine de la prolifération. Si le démantèlement total de ses installations nucléaires devait effectivement aboutir, cela anéantirait la capacité de la Corée du Nord à produire du plutonium, réduisant ainsi considérablement le risque de transfert de matières nucléaires pouvant servir à des fins militaires. Cependant, le doute persiste quant à l'existence d'un programme nord-coréen séparé d'enrichissement d'uranium et à des activités de prolifération dans le domaine des missiles balistiques guidés.

La Corée du Nord reste un Etat actif dans le domaine de la prolifération.

Accord de coopération nucléaire entre les Etats-Unis et l'Inde

L'accord conclu entre les Etats-Unis et l'Inde reste controversé, étant donné que l'Inde n'est pas signataire du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP). Les Etats-Unis avaient déjà signé un accord bilatéral avec l'Inde en 2006 dont la mise en œuvre avait été entravée par le refus répété de l'Inde à ratifier le TNP. L'AIEA et l'Inde ont néanmoins pu conclure en août 2008 un accord de sécurité ouvrant les portes d'un certain nombre d'installations nucléaires indiennes aux inspecteurs, suite à quoi les pays du Groupe des fournisseurs nucléaires (Nuclear Suppliers Group, NSG) ont validé en septembre à la demande des Etats-Unis un ensemble de dérogations permettant l'exportation de technologie et de matériel nucléaires civils vers l'Inde. Depuis 1974, ni les Etats-Unis ni de nombreux autres pays maîtrisant la technologie nucléaire – dont la Suisse – n'avaient plus fourni de technologie nucléaire à l'Inde.

L'accord reste controversé.

Terrorisme ABC

Au cours de l'année sous revue, dans le contexte de l'engagement des forces américaines et de l'OTAN en Afghanistan, Al-Qaïda et d'autres groupes djihadistes ont à nouveau menacé des pays européens de commettre des attentats à l'aide d'armes biologiques ou chimiques. Les experts estiment qu'une attaque à l'aide d'armes biologiques ou chimiques, ou encore d'une «bombe sale» – constituée d'un explosif et d'un enrobage radioactif – serait possible. Cependant, aucun élément concret n'est pour l'instant venu confirmer l'existence d'une menace imminente sur le sol européen. Par ailleurs, l'utilisation de telles armes comporte des obstacles techniques considérables, ce qui explique pourquoi les terroristes continuent à privilégier les explosifs conventionnels pour leurs attentats.

Pour l'heure, il n'y a aucun indice concret.

L'ÉVOLUTION POSSIBLE

Obtention de biens à double usage en Suisse

Au vu des activités de l'Iran et de quelques autres pays à risque dans le domaine de la technologie nucléaire comme dans celui des missiles balistiques guidés, la prolifération d'armes de destruction massive et de leurs systèmes vecteurs constituera l'une des plus grandes menaces pour la sécurité internationale au cours des années à venir. La Suisse sera directement concernée par ce problème dans la mesure où les pays en question tenteront de s'y procurer de manière illégale des biens à double usage.

La prolifération, l'une des plus grandes menaces pour la sécurité.

Intérêts des grandes puissances

Le pacte de coopération nucléaire conclu entre les Etats-Unis et l'Inde et l'attitude hésitante de la Russie et de la Chine quant à de nouvelles sanctions du Conseil de sécurité contre l'Iran montrent à quel point les intérêts des grandes puissances influencent le régime de contrôle. Pour cette raison, mais aussi parce que le terrorisme ABC est une menace à prendre au sérieux, de nombreux pays membres de l'OTAN et de l'UE se concentrent de plus en plus sur le renforcement de leurs mesures de prévention et de défense contre les armes de destruction massive. ■

Mesures de lutte contre les armes de destruction massive.

7. Autres volets de la sécurité intérieure

7.1 Cybercriminalité, sécurité de l'information et pornographie enfantine 64

7.2 Hooliganisme 66

7.1 Cybercriminalité, sécurité de l'information et pornographie enfantine

LA SITUATION

Envoi de maliciels par e-mail

Dans les premiers mois de l'année sous revue, on a relevé plusieurs vagues d'envois d'e-mails contenant en pièce jointe des maliciels visant les systèmes d'e-banking. Pour certains, ces vagues avaient lieu chaque semaine. Le type de maliciels envoyés était toujours le même; cependant, le logiciel était toujours modifié de manière à ne pas pouvoir être reconnu par les programmes antivirus, ou du moins par très peu d'entre eux. Le contenu de l'e-mail visait à éveiller la curiosité du destinataire ou à l'effrayer. La qualité des textes était variable, mais ils avaient pour point commun des problèmes de ponctuation (absence de trémas).

Chaque semaine, vagues d'envois d'e-mails contenant des maliciels.

Maliciels: infection par «drive-by download»

Au cours de l'année sous revue, les maliciels visant les systèmes d'e-banking n'ont plus été diffusés par le biais d'e-mails, mais à travers des sites web. Les risques d'infection par «drive-by download» ont augmenté de manière exponentielle. La croyance largement répandue selon laquelle de telles infections ne se produisent que par le biais de sites douteux est dépassée depuis longtemps; aujourd'hui, ce sont plutôt les sites jouissant d'une bonne réputation et attirant un grand nombre de visiteurs qui sont touchés. Il existe plusieurs manières de pourvoir un site web d'un système de «drive-by download». Il est par exemple possible d'exploiter une faiblesse de l'application web, ce qui est courant pour les forums mal protégés. Une autre activité illicite largement répandue consiste à collecter des données d'accès à des sites web: cela se fait par un maliciel appelé «keylogger» (ou enregistreur de frappe), qui est installé sur l'ordinateur de la personne administrant le site. En octobre 2008, la Centrale d'enregistrement et d'analyse pour la sûreté de l'information (MELANI) de fedpol a été informée de l'existence d'une liste contenant une multitude de données d'accès à des sites web. En tout, les auteurs de l'infraction étaient en possession de plus de 3000 données d'accès à des serveurs web suisses. Un accès indu a effectivement été constaté pour plus de 140 sites.

Les sites jouissant de la meilleure réputation et attirant un grand nombre de visiteurs sont touchés.

De nombreuses collectes de données d'accès à des sites web.

Cybercriminels actifs au niveau international

En octobre 2008, le Ministère public néerlandais a annoncé l'arrestation de trois personnes soupçonnées d'escroquerie en rapport avec des opérations d'e-banking. Les auteurs présumés de l'infraction, qui avaient des contacts en Russie et en Ukraine, auraient mis en circulation des spams et seraient également à l'origine des attaques de maliciels contre des prestataires de services financiers suisses actifs dans le domaine de l'e-banking. Depuis juillet 2007, le Ministère public de la Confédération mène, en collaboration avec fedpol (PJF), une enquête judiciaire concernant les attaques visant les systèmes d'e-banking en Suisse.

Les auteurs présumés de l'infraction ont des contacts en Russie et en Ukraine.

Forum pédophile

En menant ses recherches sur Internet, le Service de coordination de la lutte contre la criminalité sur Internet (SCOCI) de fedpol est tombé sur un site web hébergé par un fournisseur d'accès saint-gallois dont les visiteurs abordaient le sujet de la pédophilie dans leurs conversations. Le forum offrait aux internautes la possibilité de faire connaissance et de créer des liens à un niveau personnel. Fedpol (SCOCI) a constaté que les interlocuteurs échangeaient conseils et expériences liées à l'abus d'enfants, ainsi que des instructions pour entrer en contact avec des enfants. Suite à ces découvertes, les autorités de poursuite pénale saint-galloises,

Site web hébergé par un fournisseur d'accès saint-gallois.

soupçonnant des actes de pornographie enfantine et des actes sexuels impliquant des enfants, ont mené une enquête approfondie.

A ce jour, des procédures pénales ont été lancées contre treize personnes de nationalité suisse. Des perquisitions ont été menées au domicile de tous les suspects et de nombreux disques durs et autres supports de données ont été séquestrés. Leur analyse prendra encore un certain temps; toutefois, les premiers résultats permettent de déduire que de grandes quantités de matériel pornographique (photos et vidéos) impliquant des enfants ont été saisies.

Procédures pénales lancées contre 13 Suisses.

Collaboration avec les fournisseurs d'accès

Le projet visant à bloquer des sites Internet connus proposant du matériel de pornographie enfantine a été lancé au cours de l'année précédente et s'est poursuivi avec succès pendant l'année sous revue. Dix fournisseurs d'accès suisses, dont les cinq plus fréquentés, se sont portés volontaires pour bloquer l'accès aux offres commerciales de pornographie enfantine. Cette mesure est dirigée contre les fournisseurs de telles offres à l'étranger. La liste des sites à bloquer est actualisée au niveau international; de plus, chaque nouvel ajout à cette liste fait l'objet d'un contrôle supplémentaire de la part de fedpol (SCOCI) par rapport au droit suisse. Une mise à jour des sites à bloquer a lieu tous les trois mois.

Blocage réussi de sites Internet connus.

L'APPRÉCIATION

Protection de l'ordinateur

A l'heure actuelle, de nombreux utilisateurs se méfient lorsqu'ils reçoivent des e-mails non sollicités contenant un texte généralisé et les effacent sans les avoir lus. Les criminels se voient donc obligés d'améliorer leurs méthodes de diffusion ou d'en trouver de nouvelles. Une de ces innovations consiste à adapter plus précisément le message au destinataire, ce qui nécessite des recherches personnelles. Une autre méthode consiste à diffuser des logiciels malveillants par le biais de sites piratés. Ce problème touche également des sites d'excellente réputation et ayant une fréquentation élevée, si bien que la tactique consistant à visiter uniquement des sites fiables n'offre plus de protection suffisante.

Etant donné que les maliciels modernes évoluent sans cesse, il est aussi devenu plus difficile pour les antivirus de les détecter. De nombreux fabricants d'antivirus tentent de contrer les «drive-by downloads» en dotant leurs produits de mesures de protection supplémentaires. Aujourd'hui, la plupart des infections par «drive-by download» se font par le biais de Javascript ou ActiveX. Il est donc possible de se prémunir contre les infections en restreignant l'utilisation de ces fonctions dans le navigateur, mais cela signifie également une limitation des fonctions de nombreux sites web.

Détection par les antivirus devenue plus difficile.

Réseaux de zombies

Les réseaux de zombies («botnets») représentent toujours un grand danger et sont à la base de pratiquement toutes les activités criminelles perpétrées sur Internet, souvent à l'insu des propriétaires d'ordinateurs. Il s'agit ici principalement de la collecte de données utilisables, de l'envoi de spams, des attaques en dénis de service et de la dissimulation d'identité. Ces systèmes ont connu une évolution technique importante, ce qui les rend aujourd'hui plus difficiles à identifier et à neutraliser.

L'ÉVOLUTION POSSIBLE

Données d'accès à des services Internet

Le phishing classique, c'est-à-dire le fait de rediriger l'internaute sur un site falsifié et de l'inciter à introduire son nom d'utilisateur et son mot de passe, n'est pour ainsi dire plus utilisé contre des clients de l'e-banking suisse. Par contre, les pirates ont de plus en plus souvent recours au phishing contre les services Internet qui utilisent uniquement un nom d'utilisateur et un mot de passe et n'ont pas de système d'identification à deux facteurs. A l'avenir, ce type de données sera de plus en plus recherché par les cybercriminels, la cible étant généralement non pas le détenteur du compte, mais le compte lui-même, qui peut être utilisé pour commettre des infractions. Désormais, les différents aspects

Services Internet dépourvus de système d'identification à deux facteurs.

de la sécurité informatique ne devront plus être observés de manière séparée, mais plutôt comme un ensemble. Chaque utilisateur ou fournisseur constitue un élément de la sécurité sur Internet.

Logiciels de cryptage

D'après les informations fournies par les autorités de poursuite pénale, des individus tentent de plus en plus souvent de dissimuler des fichiers illégaux sur des ordinateurs ou de les supprimer. Dans de nombreux cas, ils utilisent des logiciels de cryptage ou des programmes permettant l'effacement irréversible des données. La dissimulation d'identité, que ce soit par le biais de réseaux sans fil non sécurisés ou par des accès à Internet anonymes, augmentera également et représentera un nouveau défi pour les enquêteurs.

7.2 Hooliganisme

Violence lors de manifestations sportives. Supporters violents lors du match opposant Saint-Gall à Bellinzone le 21 mai 2008.

PHOTO DE SOURCE POLICIÈRE

LA SITUATION

Uefa Euro 2008

Tous les matches du Championnat d'Europe de football 2008 se sont déroulés en Suisse sans incidents majeurs. L'échange international de données concernant des fauteurs de trouble potentiels, de même que les mesures préventives prises en Suisse et dans d'autres pays, ont eu un effet calmant sur les milieux du hooliganisme et ont dissuadé les supporters à risque de se rendre en Suisse.

Pas d'incident majeur.

En dehors de l'Uefa Euro 2008, on n'a pas non plus recensé d'incidents violents en Suisse pendant l'année sous revue lors des matches de l'équipe nationale de football et de l'équipe nationale de hockey sur glace.

La tendance observée depuis un certain temps, selon laquelle les rassemblements de supporters suisses et étrangers ne représentent pas le même potentiel de risque lors des matches d'équipes nationales que les supporters de football de club, s'est confirmée. Un tournoi comme l'Uefa Euro 2008 n'est pas comparable aux autres matches de championnat, étant donné que le public et les mesures de sécurité ne sont pas les mêmes.

Matches de clubs en Suisse

Au début de l'année sous revue, les risques potentiels ont semblé baisser pour le football et le hockey sur glace de clubs. Grâce à la révision partielle de la LMSI, de nouveaux instruments de lutte contre la violence lors de manifestations sportives ont pu être mis en place. Ces nouvelles mesures ont provoqué une certaine insécurité dans les milieux du hooliganisme et parmi les supporters violents, qui ont fait preuve de plus de retenue par peur d'être frappés d'une mesure d'interdiction avant l'Uefa Euro 2008. Après le championnat européen, on a de nouveau assisté à des débordements violents lors de matches de championnat de football ou de hockey sur glace. Pour l'année sous revue, on a enregistré plus de 80 manifestations sportives ayant donné lieu à des violences. Plus de 150 personnes ont été blessées et plus de 200 ont été arrêtées.

Débordements violents lors de matches de championnat.

Déplacement des conflits vers les ligues inférieures

La tendance des débordements à se déplacer vers les matches des ligues inférieures s'est non seulement confirmée, mais renforcée. Ainsi, des personnes frappées d'une interdiction de stade au niveau national se sont plus fréquemment ren-

dues à des matches des ligues inférieures parce que les contrôles y sont moins rigoureux. Ces personnes ont ensuite cherché la confrontation avec d'autres hooligans ainsi qu'avec les forces de l'ordre.

Engins pyrotechniques

L'usage peu scrupuleux d'engins pyrotechniques dans les stades a fortement augmenté en 2008, particulièrement lors des matches à l'extérieur. Ce fut par exemple le cas le 2 mai 2008, lors du match opposant le FC Bâle au FC Zurich à Bâle, lorsque des supporters zurichois ont lancé des torches et des objets directement sur le public, blessant plus de 40 personnes.

Engins pyrotechniques. Durant le match opposant le FC Bâle au BSC Young Boys le 10 mai 2008, les supporters des deux camps ont sans cesse allumé des torches. PHOTO DE SOURCE POLICIÈRE

L'APPRÉCIATION

Propension plus importante à la violence

En Suisse, l'examen de la situation montre que de manière générale, les supporters sont devenus plus prompts à recourir à la violence depuis l'Uefa Euro 2008. Cette analyse s'applique d'une part aux milieux du hooliganisme et d'autre part à l'aile violente des groupements d'ultras. Selon des estimations récentes de fedpol (SAP), il y aurait Suisse quelque 1500 personnes présentant un risque de violence, dont 250 hooligans chez qui ce risque est jugé élevé. A la fin de l'année sous revue, le système HOOGAN comptait plus de 500 personnes. Lors des débordements, on observe aussi régulièrement la présence d'un grand nombre de curieux et des actions de solidarité de la part de supporters habituellement non violents avec des supporters enclins à la violence, notamment face à la police.

250 hooligans et quelque 1500 personnes présentant un risque de violence.

L'ÉVOLUTION POSSIBLE

Situation plus calme dans les milieux du hooliganisme

Les nouvelles mesures préventives, alliées au système d'information HOOGAN, s'avèrent efficaces par leur approche individuelle de la prévention. L'application systématique des mesures aura un effet calmant sur les milieux du hooliganisme. Cependant, il faut toujours s'attendre à des tentatives d'introduction d'engins pyrotechniques dans les stades et alentours.

DOMESTIC SECURITY REPORT SWITZERLAND 2008

Summary

Islamist terrorism and violent extremism

Jihadism persisted as a vigorous terrorist force in 2008 and remains a threat to West European states and their societies. Predominantly active in Iraq till 2007, jihadists began shifting operations to the Afghan-Pakistani area in the year under review. Established in early 2007, al-Qaida in the Islamic Maghreb (AQIM) consolidated its jihad activities, repeatedly using propagandistic videos and texts for issuing threats against European states such as France and Spain. The Horn of Africa became a new area for jihad operations, Somalia being the venue of several suicide attacks. Although India has been affected by acts of Islamist terrorism in the past, it reached a new level of intensity with the terrorist attacks in Mumbai.

Jihadism persisted as a vigorous terrorist force in 2008.

Salafists living in Switzerland are known to maintain contacts in other European states, such as with people associated with the Salafist cell broken up in the Sauerland, Germany, in 2007. The existence of such ties is indicative of the potential of these networks – potential not only for logistical support and propaganda, but possibly also of an operative nature. However, there is no evidence to date to suggest plans for terrorist attacks against targets in Switzerland.

International contacts of Salafists in Switzerland indicative of the potential of these networks.

Asylum status granted to a Tunisian national found guilty in 2007 on charges of, among other things, abetting a terrorist association was revoked and he was banned from entering Switzerland in the future. He escaped his prison sentence and was known to have been fighting in 2008 in the Afghan-Pakistani border area. A message of threat against Switzerland written by this person and spread on the Internet in early November 2008 received little coverage especially by the jihadist-friendly media, which act as a source of inspiration to perpetrators of Islamist motivated violence.

Organised crime

There was no indication that the influence of criminal groups in the Commonwealth of Independent States (CIS) waned in 2008. Drawing on the services of a host of lawyers, fiduciaries and frontmen, high-ranking members of criminal organisations from the CIS are assumed to be still trying to misuse Switzerland's financial infrastructure for laundering money. Signs suggest that business enterprises registered in Switzerland were involved in 2008 in illicit drug trafficking and value-added tax fraud committed by criminals from the CIS. Over the past years, Switzerland has risen to become one of the world's most important commodities trading centres. Approximately one third of the global crude oil trade is conducted in Geneva, including three quarters of Russian exports in crude oil and most of the crude oil exports from Kazakhstan. Crude oil businesses operating in the CIS are suspected of working hand in glove with the intelligence services there. It would also appear that criminal organisations have considerable influence over the trade in commodities.

Persistent attempts to misuse Switzerland's infrastructure to launder money.

Russia and other CIS member states are affected more by the global financial crisis than other industrial nations: commodity prices collapsed in 2008, foreign investment dried up, and the ruble decreased in value. These developments are expected not only to have an adverse effect on the financial strength of investors involved in criminal activities, but it is also likely that ill-gotten proceeds will be increasingly invested in countries abroad.

Criminal groups from South-Eastern Europe continued to display a high degree of activity in the year under review. Like in the past, groups active in Switzerland continued to deal largely in drugs, but also branched out into human trafficking for prostitution, migrant smuggling, arms trafficking, cigarette smuggling and money laundering. Mostly opportunist, flexible and active transnationally, the structure of these groups has remained unchanged.

Activities by Southeast-European criminal groups remain at a constant high.

Right-wing extremism

The number of right-wing motivated incidents in the current reporting period decreased by approximately 30 percent over the previous reporting period, from 109 in 2007 to 76 in 2008. The number of concerts by right-wing bands increased, however, from 10 in 2007 to 15 in 2008. The main reason for the overall decrease was the fall in the number of violent incidents; whereas these have tended to total between 50 and 64 in the last five

years, only 24 were registered in 2008. This decrease can be partly explained by the consistent application of preventive and repressive measures. However, the potential for violence emanating from the right-wing scene remains.

The right-wing scene has changed little over the last few years. Unlike in the past, however, right-wing extremists are taking a more self-asserting stance in public. There have been attempts by part of the scene to enter party politics. In a surge of newly-found confidence, right-wing extremists are increasingly prepared to stand up publicly for their beliefs, to apply to the authorities for permission to stage demonstrations and to insist on basic rights.

Right-wing extremists becoming more self-assertive.

Throughout the year under review, tensions persisted between right-wing and left-wing extremists, the latter displaying an increasingly aggressive demeanor. Right-wing extremists rallied on 1 May to celebrate Labour Day, a typically left-wing red-letter day. Their political involvement was not restricted to the topic of foreigners in Switzerland, but also included topics such as child abuse, globalisation or – as mentioned – 1 May, the traditional day of action by the labour movement. There was increasing violence from young skinheads, especially those around the group Blood & Honour (B&H). The right-wing scene also pursued commercial interests by selling right-wing merchandise and staging concerts. Time and again their publications violated legislation on racial discrimination. They became increasingly furtive in planning events and were more aggressive towards security forces. International cooperation between right-wing extremists in Europe became closer, exchanges taking place mainly via personal contact.

Closer international cooperation between right-wing extremists in Europe.

Left-wing extremism

Although the number of left-wing motivated incidents in 2008 fell by three percent over the previous reporting period, it remained high with a total of 214 (2008) over 221 (2007). Approximately 51 percent of the incidents registered involved violence either against people or property (as opposed to 57 percent in 2007). The decrease was particularly due to the strong presence of security forces during the UEFA EURO 2008. Whereas the International Red Aid (Secours Rouge International, SRI), in particular, placed special emphasis on solidarity campaigns in favour of left-wing activists in detention, the left-wing scene in general continued to make a wide spectrum of issues a theme. One topic that remained a dominant issue in 2008 was the fight against fascism (Antifa). Besides taking to the street in violent protest against fascism, left-wing activists increasingly resorted to means of modern technology. This became evident in the growing number of hacking attacks against right-wing websites and Internet platforms. Other topics of increasing importance during 2008 included nuclear energy and the financial crisis, both of which promise great potential for recruiting and mobilising activists. The left-wing extremist scene also reacted to the unrest that broke out in Greece in December 2008.

Potential for violence by left-wing extremists remains high.

The potential for violence by the left-wing scene remained high in 2008. Zurich was still the major centre of left-wing motivated incidents: there were more attacks on police stations and an increased number of paint and arson attacks in the Zurich area. Whereas the World Economic Forum (WEF) in Davos went off without any major incidents, the 1 May celebrations were fraught with violent clashes not just in Zurich but also in Lausanne, where a violent autonomous scene has been growing since 2007, the likes of which had previously only been seen in the French-speaking area of Switzerland in Geneva.

Zurich is also important as the centre of the Revolutionärer Aufbau Schweiz (Revolutionary Advance Switzerland, RAS). The RAS is not only thought to be responsible for various attacks, but time and again also organises campaigns in favour of imprisoned left-wing extremists. One incident worthy of mention in this connection was a police operation against left-wing extremists in Belgium, which considerably weakened the SRI's general secretariat in Brussels. The SRI is a Marxist-Leninist networking, communication and action platform that operates throughout Europe and maintains ties to the left-wing terrorist scene. As a result of the police operation in Brussels, the SRI's general secretariat in Zurich – which is managed by the RAS section there called Revolutionärer Aufbau Zürich (Revolutionary Advance Zurich, RAZ) – gained in significance and, as the driving force within the SRI, has been able to exert greater influence on left-wing extremism in Europe.

The special role of the RAS within the SRI.

Violent extremism by Southeast-European, Kurdish and Tamil Groups

The behaviour of members of politically-motivated violent extremist expatriate groups living in Switzerland remained in 2008, as in other years, dependent on developments in the respective home country. Kosovo's declaration of independence did not result in any outbreaks of violence, unlike the armed conflicts in Turkey, Iraq and Sri Lanka.

The series of demonstrations and attacks by the Kurdish Worker's Party (PKK) and those groups affiliated to it continued in Switzerland and elsewhere in Europe in 2008, especially in the period from mid-October to mid-November. In particular the arson attacks in autumn were triggered by the PKK's allegations of maltreatment of their imprisoned leader, Abdullah Oecalan, as well as by the renewed military intervention of the Turkish army against the PKK in northern Iraq at the beginning of October. The attacks in Switzerland were mainly targeted towards Turkish facilities. In order to prevent violence escalating in Switzerland, the Federal Council approved measures in November to restrict the activities of the PKK and its affiliated organisations in Switzerland, especially in connection with fund-raising. Besides carrying out propaganda and fund-raising activities, there was increasing evidence that the PKK was recruiting and training young people for combat in Turkey, as was the case in the nineties.

Series of demonstrations and attacks by PKK activists.

The situation of the Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE) in Sri Lanka led to the Swiss branch of the LTTE stepping up pressure on the local Tamil expatriate community. The growing number of LTTE propaganda events is evidence of the tighter control of the Sri Lankan Tamils living in Switzerland, since such events serve to discipline and monitor the diaspora. Moreover, these events are linked to direct demands to provide the LTTE with funds. There was an increase in 2008 in the number of violent incidents within the Tamil expatriate community, as illustrated by the mass fighting that broke out among Tamil participants of an LTTE event in Basle in July. An anti-LTTE demonstration by Tamils – also from outside of Switzerland – in Bern at the beginning of September went off peacefully.

Swiss branch of the LTTE steps up pressure on the Tamil expatriate community.

Illegal intelligence

Foreign intelligence services continue to engage in all forms of espionage activities in Switzerland. Their interest in the country as a location for research facilities and enterprises in the sector of top-level technology remains unabated. Also, the fact that many international organisations are established in Switzerland makes the country an attractive target of foreign intelligence services, as does its position as an important commodities trading and finance centre. Moreover, foreign dissidents and forces of opposition who have settled in Switzerland are a target of foreign intelligence services, especially from states in which the freedom of speech and the freedom of the press are restricted, and which have the resources to persecute dissidents the world over.

All forms of espionage still present in Switzerland.

Cybercrime

Botnets (a collection of infected software robots, which run autonomously on private computers and are controlled remotely) remain a great hazard and, often unknown to the owner of the computer, form the basis of nearly all criminal activity on the Internet. The purpose of botnets is to gather valuable data, distribute spam, attack the availability of IT infrastructure or to hide the identity of criminals. Improved technology is rendering the identification and elimination of botnets ever more difficult.

One major area of concern in the 2008 reporting period was economic crime, in particular in e-banking: infected software was initially being distributed by e-mail but later in the year switched to drive-by infections. Economic espionage, jihadism on the Internet and the distribution of child pornography all remained a cause for concern in 2008.

Economic crime, industrial espionage, jihadism and the dissemination of child pornography.

Proliferation

Whilst the situation with regard to Iran remained unchanged, there were improvements regarding North Korea, which nevertheless remains a state involved in proliferation-sensitive activities.

The criminal proceedings against the Swiss branch of the illegal procurement network of Ab-

dul Qadeer Khan, which began in autumn 2004, continued during 2008.

Investigations were conducted by fedpol's Federal Criminal Police into illegal ammunition and arms exports to Central Asia and the Middle East.

Hooliganism

All the matches played in Switzerland during the UEFA EURO 2008 went off without any major incidents. However, since the end of the championship, fans – both those from the hooligan scene and ultras with violent tendencies – have been more willing to use violence. According to the latest estimates from fedpol (SAP), around 250 hooligans are very willing to use violence and approximately 1500 people are basically willing to resort to violence. It is not unusual for riots to attract a great number of rubbernecks and for non-risk fans to join in solidarity with more violence-prone fans against, for instance, the police. New individually-based preventive measures and the Hoogan database (containing over 500 names by the end of December 2008) are showing first signs of success. Systematic application of the measures will help to calm down the scene. The use of pyrotechnic objects in and around stadiums will continue to pose a problem, however.

No major incidents during the UEFA EURO 2008 in Switzerland.

IMPRESSUM

RÉDACTION
Service d'analyse et de prévention,
Division Analyse

CLÔTURE DE LA RÉDACTION
Fin janvier 2009

CONTACT
Office fédéral de la police
Nussbaumstrasse 29
CH-3003 Berne
E-mail info@fedpol.admin.ch
Téléphone 031 323 11 23
www.fedpol.admin.ch

CONCEPT, MISE EN PAGES
Martin Sommer, Romano Hänni, Bâle
FORMATAGE
W. Gassmann SA, Bienne

DISTRIBUTION
OFCL, Vente des publications fédérales, CH-3003 Berne
www.publicationsfederales.admin.ch
verkauf.zivil@bbl.admin.ch
N° d'art. 403.400.f

RAPPORTS ET INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES
Site Internet de l'Office fédéral de la police:
www.fedpol.admin.ch

COPYRIGHT
Office fédéral de la police 2009.
Reproduction du texte autorisée avec mention
de la source.